Evaluation de la Sécurité Alimentaire en zone rurale

Djibouti

Juillet 2013

Données collectées en mai 2013

République de Djibouti

Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence en zone rurale, juillet 2013

Données collectées en mai 2013

© **Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)**,Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)
Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici,
00148, Rome,
Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont sur www.wfp.org/food-security
Pour des questions, contacter: wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

PAM Djibouti

Jacques Higgins, Directeur du bureau, jacques.higgins@wfp.org
Imed KHANFIR, Chargé de programme, imed.khanfir@wfp.org
Nasrine KAYAD, Officier VAM, Nasrin.kayad@wfp.org

PAM Bureau Régional (Nairobi)

Elliot Vhurumuku, Senior Officier Régional VAM, elliot.vhurumuku@wfp.org
Sergio Regi, Analyste de la Sécurité Alimentaire, sergio.regi@wfp.org

PAM Siège

Rossella Bottone, Officier VAM,rossella.bottone@wfp.org
Barbara Baille, Officier VAM, barbara.baille @wfp.org

Remerciements

La réalisation d'une enquête de ce type n'est jamais le travail d'un seul individu ou bien d'une seule agence ou institution et nous tenions à remercier tous ceux qui ont été associés à ce processus et ont contribué à la réussite de l'enquête. Il y a trop de monde impliqué pour citer tout le monde individuellement mais nous aimerions mentionner ici celles et ceux qui ont joué un rôle clé.

Ainsi au sein du PAM Djibouti, des personnes ont apporté une contribution importante à la planification, la préparation, au travail sur le terrain et à la saisie des données: Imed KHANFIR, Ayan Abdillahi, Dato GAAS, Ifrah Osman, Awo GUEDI, Idil Ahmed, Abdallah Mohamed et Intihad Salem. Il faut aussi mentionner le rôle essentiel joué dans la réalisation de cette enquête par Rossella Bottone et Barbara Baille de la section VAM au siège du PAM. Egalement, on doit souligner l'appui ponctuel du Senior Officier Régional VAM, Elliot VHURUMUKU, du Bureau Régional du PAM pour l'Afrique Centrale et de l'Est, et de son staff - particulièrement Sergio Regi - pour l'apport dans la finalisation de ce document.

Cette enquête n'aurait jamais pu être réalisée sans l'importante contribution des superviseurs des équipes et de leurs membres. La qualité du travail a permis d'améliorer l'exactitude des données collectées et, au final, de l'analyse. Nous aimerions remercier les différentes organisations mentionnées ci-dessous pour avoir mis à disposition leur personnel à ce projet:

- Conseils et préfectures régionaux
- Ministère de la Santé (MS)
- Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressource Halieutiques (MAPE-RH)
- Direction des Statistiques et des Etudes Démographiques (DISED)
- Agences Djiboutiennes de Développement Social (ADDS)
- Office Nationale des Réfugiés et des Sinistrés (ONARS)
- L'Université de Djibouti
- L'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes
- Action Contre la Faim
- The Johanniter

Nos remerciements vont également aux membres du Comité de Pilotage, au Ministère de l'Intérieur, à La Présidence, au Secrétariat d'Etat Chargé de la Solidarité Nationale, à la FAO, à l'UNICEF et à l'OMS.

Table de matière

Remerciements 4

Table de matière 5

Liste des Graphiques 6

Liste des Tableaux 7

Acronymes et abréviations 9

Résumé exécutif 11

1. Contexte, objectifs et méthodologie 14

1.1 Contexte 14

1.2 Objectifs 16

1.3 Méthodologie 16

1.4 Limites de l'enquête 18

2. Tendances générales 19

2.1 Informations de base sur les ménages 19

2.2 Moyennes d'existence et sources de revenus 20

2.3 Situation de la Consommation alimentaire 23

2.3.1 Prévalence des groupes de consommation alimentaire 23

2.3.2 Composition du régime alimentaire 24

2.3.3 Evolution de la consommation alimentaire depuis 2012 27

2.3.4 Sources d'approvisionnement 29

3. Sécurité alimentaire 30

3.1 Méthode de classification 30

3.2 Description de la sécurité alimentaire en 2013 31

3.2.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire 31

3.2.2. Description des groupes en insécurité alimentaire 32

3.2.2. Répartition géographique de l'insécurité alimentaire 33

3.2.3. Insécurité alimentaire et consommation 34

1.1 Stratégies de survie 35

2. Caractéristiques et profils des ménages en insécurité alimentaire 39

2.1 Moyens d'existence 39
2.2 Sources de revenus 40
2.3 Biens et bétail 43
2.4 Dépenses et pouvoir d'achat 45
4.5 Accès à l'eau 48
4.6 Education et santé 49
3. Les causes de l'insécurité alimentaire 51
4. Saisonnalité des difficultés 53
5. Insécurité alimentaire et assistance 54
6. Situation nutritionnelle 55
8.1. STATUT NUTRITIONNEL DES ENFANTS (6-59MOIS) 56
8.2. STATUT NUTRITIONNEL DES FEMMES (15-49ans) 61
7. Conclusions et recommandations 63
7.1 Conclusions 63
7.2 Recommandations 67
Annexe 1: Algorithme de classification de la sécurité alimentaire 69
Annexe 2 – Indicateur de consommation alimentaire 70
Annexe 3 – Indice des stratégies de survie 71

Liste des Graphiques

Graphique1: Caractéristiques générales des ménages inclus dans l'échantillon 19
Graphique2 : Proportion des ménages et sources de revenu 20
Graphique3 : proportion des ménages et sources de revenu (par région) 21
Graphique4: Groupes de consommation alimentaire par région 24
Graphique5: Consommation alimentaire hebdomadaire / groupe de consommation alimentaire (en moyenne de jours/semaine) 25
Graphique6 : La fréquence de consommation des aliments riches en nutriments spécifiques par des groupes de consommation alimentaire (% des ménages) 26
Graphique7 : Tendances de la consommation alimentaire en 2011, 2012 et 2013 27
Graphique8 : Evolution du SCA en 2012-2013 (par région, en % des ménages) 28

Graphique9 : Evolution de la consommation de certaines catégories d'aliments entre 2012-2013 (par région, en jours) 29
Graphique10: Principales sources d'aliments consommés (par région) 30
Tableau3 : caractéristiques des différents groupes de sécurité alimentaire (en valeurs moyens par groupe) 32
Graphique11: Taux d'insécurité alimentaire par région (en % des ménages) 33
Graphique12: Taux d'insécurité alimentaire par zone de moyens d'existence 33
Graphique13 : consommation de certaines catégories d'aliments par groupe de sécurité alimentaire .. 35
Graphique14 : Index de Stratégie de Survie réduit (par région) 37
Graphique15: Indice des stratégies de survie par groupe de moyens d'existence 38
Graphique16: Insécurité alimentaire et moyens d'existence 39
Graphique17 : nombre de sources de revenu par groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages) .. 40
Graphique18: Principale source de revenus des ménages selon leur groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages) 42
Graphique19 : Variations dans les dépenses consacrées aux aliments (par % des ménages, par région). 47
Graphique20 : Accès à l'école primaire (6 à 11 ans) en fonction du groupe de sécurité alimentaire (en %, par région) 49
Graphique21:Chocs subis par groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages) 51
Graphique22 : tandance des principaux chocs (en % ménages, par région) 52
Graphique23: Mois difficiles pour se procurer suffisamment de nourriture et saisonnalité des chocs 53
Graphique24: Distribution régionale de l'aide alimentaire (en % des ménages bénéficiaires) 55
Graphique25 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) et par région 57

Liste des Tableaux

Tableau 1: Liaison entre Consommation Alimentaire et Nutrition 27
Tableau 2: Nombre de personnes en insécurité alimentaire 31
Tableau 3 : caractéristiques des différents groupes de sécurité alimentaire (en valeurs moyens par groupe) 32
Tableau 4: Possession de bétail par groupe de sécurité alimentaire 43
(Nombre d'animaux en moyenne) 44
Tableau 5: Dépenses moyennes par groupe de sécurité alimentaire 46
Tableau 6: Temps pour accéder à une source d'eau / groupe de sécurité alimentaire 48
Tableau 7: Temps pour accéder à une source d'eau par région 49

Tableau 8 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) et par sexe 56
Tableau 9 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) par âge 57
Tableau10: Prévalence de la malnutrition Chronique ou retard de croissance exprimée (z-scores) et par sexe 60
Tableau 11: Prévalence de l'insuffisance pondérale exprimée (z-scores) et par sexe 60
Tableau 12: Etat nutritionnel des femmes de 15 à 49 ans dans les ménages interviewés (utilisant le MUAC) 61
Tableau 13: Etat nutritionnel des femmes de 15 à 49 ans dans les ménages interviewés (utilisant le MUAC) par Région 62

Acronymes et abréviations

ADDS	Agences Djiboutiennes de Développement Social
CERD	Centre des Etudes et des Recherches
DISED	Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques
DFID	Ministère britannique du développement international
EDIM	Enquête Djiboutienne à Indicateurs Multiples
ESASU	Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence
EVA	Association Ecologique du Village
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine *(Famine Early Warning System Network)*
FMI	Fonds Monétaire International
GIEWS	*Global Information and Early Warning System* (FAO)
HCR	Haut-Commissariat pour les Réfugiés
IASC	*Inter-Agency Standing Committee*
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire *(Integrated Phase Classification)*
MAPE-RH	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressource Halieutiques
MPFPF-RP	Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial Chargé des Relations avec le Parlement
MS	Ministère de la Santé
MUAC	Périmètre brachial *(Mid-Upper Arm Circumference)*
NOAA-CPC	*US National Ocean and Atmospheric Agency – Climate Prediction Centre*
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONARS	Office National des Réfugiés et des Sinistrés
PAM	Programme alimentaire mondial
PNN	Programme National de Nutrition
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCA	Score de consommation alimentaire

UBT	Unité de bétail tropical
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VAM	Analyse et cartographie de la vulnérabilité *(Vulnerability Analysis and Mapping)*

Résumé exécutif

D'une manière générale, en 2013 la situation de la sécurité alimentaire en milieu rurale à Djibouti s'est améliorée. Cependant, cette situation reste aussi critique. Bien qu'on ait enregistré une réduction considérable de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère par rapport à 2012, encore 21 947 personnes (24 141 Maximum), représentant 18% des ménages enquêtés, font partie de ce groupe de sécurité alimentaire. De plus, 59 743 (65 718 Maximum) personnes sont en insécurité alimentaire modérée représentant 49% des ménages enquêtés.[1] Il est donc estimé qu'environ 89 860 personnes sont en insécurité alimentaire et nécessitent une assistance (maximum)[2].

60% des ménages[3] ont une consommation alimentaire pauvre ou limite qui consiste principalement en des céréales, de l'huile et du sucre, complétés dans le cas des ménages avec une consommation limite par un peu de légumes, légumineuses et du lait et de la viande (une fois par semaine).

La population vivant en insécurité alimentaire sévère et modérée se distribue parmi les cinq régions de Djibouti, avec les plus hautes proportions à Ali Sabieh (84,9%), Dikhil (70,1%) et Obock (66,7%). La tendance géographique est en ligne avec les résultats de l'analyse EFSA conduite en 2012. Les principaux facteurs associés à l'insécurité alimentaire sont la pauvreté chronique exacerbée par le faibles revenus, le manque d'opportunités de travail, un niveau élevé des prix des produits alimentaires qui n'a jamais diminué après la crise des hausses des prix en 2008 et une sécheresse récurrente qui empêche le renouvellement des pâturages et qui a décimé les cheptels. Les ménages ont un nombre très limité de sources de revenu. Environ 40% des sources de revenu ne sont pas stables, ni durables (aide/dons, vente de charbon, travail journalier, mendicité).

Le niveau de dépenses est très bas avec une moyenne de 91.9 francs (0,51 dollar) par personne et par jour; en moyenne, 69% des dépenses d'un ménage est consacré à l'alimentation. Cette valeur varie entre 48% pour les ménages en sécurité alimentaire et 82% pour ceux en insécurité alimentaire sévère. Pendant la semaine précédant l'enquête, 81.8% des ménages ont eu des moments où ils n'ont pas eu assez d'argent pour acheter de la nourriture.

Les ménages ont été donc obligés d'adopter des stratégies de survie alimentaires – achat d'aliments moins chers et moins préférés, limiter la quantité de nourriture, réduire le nombre de repas par jour – ainsi que des stratégies additionnelles mettant en péril leurs moyens d'existence futurs; par exemple, 23% des ménages ont dû procéder à une vente anormale de bétail ces 6 derniers mois et 11.3% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs pendant les 30 jours précédant l'enquête. Depuis 2012, on a assisté à une augmentation considérable de la fréquence d'adoption des stratégies alimentaires de survie, avec des piques considérables dans les régions d'Ali-Sabieh et de Dikhil.

[1] Le statut d'insécurité alimentaire a été déterminé en utilisant six variables: le score de consommation alimentaire, l'indice réduit des stratégies de survie, le nombre d'unité de bétail tropical et de biens possédés, le volume d'eau consommé/jour/personne, les dépenses mensuelles /personne. Voir section 2.2.

[2] Le nombre minimum est de 73 521 personnes, la moyenne de 81 690 personnes.

[3] Unité sociale composée d'individus unis par des relations familiales ou autres relations sociales, et partageant le même plat et une base commune de ressources (PAM, 2005).

L'insécurité alimentaire des ménagés affectés s'accompagne à des taux de malnutrition élevés. 15% des femmes (15-49 ans) souffrent d'émaciation. 17,9% des enfants entre 6 et 59 mois souffrent de malnutrition aiguë globale, avec des piques dans les régions d'Arta (23,5%) et de Tadjourah (22,1%) et 4,1% de malnutrition aiguë sévère. La malnutrition chronique pour enfants entre 6 et 59 mois est de 35,2%[4]. De plus, presque un enfant sur trois souffre d'insuffisance pondérale. Au niveau national, la malnutrition est associée à l'insécurité alimentaire et à la pauvre consommation d'aliments à haut valeur nutritionnel. Pourtant, les hauts taux de malnutrition aigüe dans les deux régions comparés au reste du pays sembleraient principalement causés par la haute prévalence de maladies diarrhéiques (Arta), a la haute distance qui sépare les ménages vers les centres de santé (Tadjourah) et à l'impact positif des programmes nutritionnels en cours à Djibouti qui semblent pouvoir limiter la prévalence de la malnutrition aiguë globale dans les autres régions.

A cause du niveau critique de l'insécurité alimentaire en milieu rural, il est recommandé de :

i) Continuer à fournir une assistance alimentaire inconditionnelle aux **ménages en insécurité alimentaire sévère** pendant au moins les douze prochains mois ;
ii) Continuer à fournir une assistance alimentaire inconditionnelle pendant la période de soudure (de mai à septembre) aux **ménages en insécurité alimentaire modérée** pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs et diminuer la vulnérabilité de long terme de ménages en limitant le risque de voir les ménages vendre ou perdre leurs biens les plus productifs tels que le bétail.
iii) Continuer à fournir une assistance alimentaire conditionnelle (vivres-contre-travail /vivres-contre-actifs) aux ménages en insécurité alimentaire modérée après la période de soudure de 2012 jusqu'au commencement de la prochaine période de soudure (octobre-avril) pour augmenter la résilience, réduire la vulnérabilité aux chocs et encourager la diversification des emplois et des revenus ruraux.
iv) Encourager le **ciblage de l'aide** vers les ménages les plus en insécurité alimentaire dans chaque communauté en fonction des critères de ciblage établis dans cette enquête ainsi que dans les précédentes.
v) Continuer le programme de supplémentation alimentaire pour les **enfants de moins de cinq** ans et les **femmes enceintes et allaitantes** pour éviter une détérioration de la situation nutritionnelle.
vi) Conduire une **enquête nutritionnelle approfondie** pour améliorer la réponse à long terme des acteurs de santé/nutrition concernés.
vii) Mettre en place des **campagnes d'information** pour les femmes en âge de procréer pour encourager l'allaitement et les pratiques nutritionnelles complémentaires adéquates pour les nourrissons.
viii) Améliorer **l'accès à l'eau** à travers des projets ciblant la qualité et l'augmentation du nombre de sources / points d'eau pour usages domestiques et productifs.
ix) Apporter une **aide aux éleveurs** pour maintenir leurs troupeaux en vie (à travers un soutien en nourriture animale) et protéger la ration alimentaire des ménages.

[4] Cette valeur demeure dans la catégorie de haute sévérité de malnutrition chronique, juste au-dessous du seuil de tolérance critique fixé par l'OMS à 40%.

x) S’assurer que les activités à long terme du programme national de développement complètent les opérations en supportant **l’éducation**, la **formation technique** des adultes et les interventions liées à la santé et la nutrition.

xi) Rechercher de **solutions à long terme à l’insécurité alimentaire chronique**, notamment en se concentrant sur l’accès à l’eau afin domestiques et pour la survie du bétail et la préservation des moyens d’existence des ménages ruraux.

1. Contexte, objectifs et méthodologie

1.1 Contexte

1.1.1 Présentation du pays

Avec une superficie de 23,200 kilomètres carrés, Djibouti est l'un des plus petits pays d'Afrique. Selon l'index[5] de développement humain, Djibouti occupe la 164ème place sur un total de 186 pays. Le dernier recensement (2009) a estimé la population à 818 159 personnes, dont 70,6% vivent en milieu urbaine.[6] Le reste de la population est constituée principalement d'éleveurs nomades. La sécheresse récurrente et le décrément substantiel de pluies durant les six dernières années continue à causer des pertes importantes de cheptel et à affaiblir les capacités des ménages à subir les chocs ; ces facteurs sont à la base de la semi-sédentarisation croissante en milieu rural et de l'important procès d'urbanisation en cours.

Avec des températures moyennes s'étalonnant de 30° à 45° et une pluviométrie moyenne de seulement 150mm par an, Djibouti est classé comme environnement aride. Son climat ne permettant pas la production agricole, le pays s'est traditionnellement appuyé sur une économie de rente — bases militaires, aide étrangère et revenus portuaires qui contribuent à une progression annuelle du PIB[7]. En ligne avec les tendances des dernières années, en 2012 la croissance devrait s'accélérer encore autour de 5% grâce à l'intensification des activités portuaires et une hausse considérable des investissements directs étrangers.[8]

Cependant, la croissance macro-économique ne s'est pas traduite en une réduction de la pauvreté et une amélioration de l'emploi. L'actualisation du profil de pauvreté, conduite en 2012, a révélé une détérioration des conditions de vie de la population avec 79 % des Djiboutiens en situation de pauvreté relative contre 74 % en 2002. Le chômage touche 48 % des actifs.

Ce pays à déficit vivrier est dépendant des importations pour satisfaire la demande interne d'aliments,[9] ce qui rend Djibouti extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs et aux fluctuations des cours mondiaux des produits alimentaires.

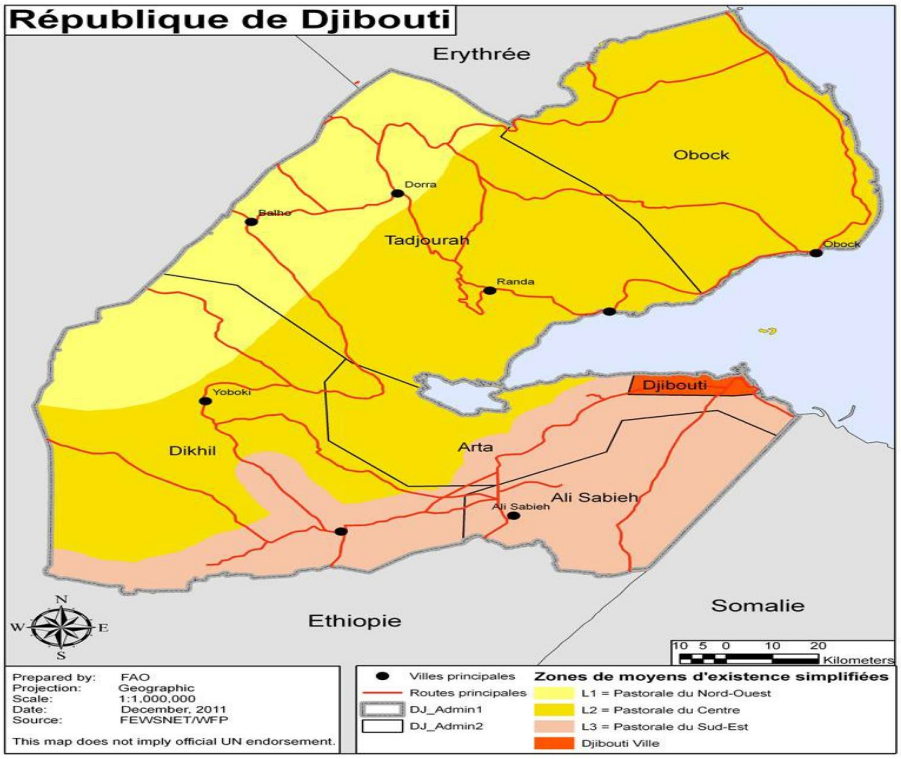
En 2011 et 2012, la situation de la sécurité alimentaire dans les zones rurales du pays était très critique avec cette année 18% de la population rurale enquêtée (soit 24 140 personnes) en insécurité alimentaire et 49% de la population enquêtée (65 720 personnes) en insécurité alimentaire modérée.[10]

[5] Rapport du développement humain, PNUD, 2013
[6] Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED), Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 2009.
[7] World Bank, country brief, 2012 (http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Djbouti-overview.pdf)
[8] World Bank, Country Brief, 2011.
[9] DISED, RGPH, 2009.
[10] ESASU, PAM, Juillet 2011

1.1.2 Zones de moyens d'existence[11]

L'équipe du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) a produit en Décembre 2011 une carte des zones de moyens d'existence simplifiée en se basant sur la classification de FEWS NET de 2004 et celle de l'EFSA de 2008.[12]

Carte: Zones des moyens d'existence simplifiée



Zone pastorale du Nord-Ouest (régions de Tadjourah et Dikhil) : En 2004, FEWS NET décrivait cette zone comme la plus isolée et désavantagée du pays. Son économie est fortement tournée vers l'Ethiopie.

Zone pastorale du Centre (régions d'Obock, Tadjourah, Dikhil, et Arta) : cette zone est la plus grande en taille et population (environ 50 000 personnes).[13] La majorité des villes, villages et campements sont le long de la côte ou dans les montagnes. Du Lac Assal au sud-ouest, cette zone est très peu peuplée. A la différence de la zone Sud-Est est aussi isolée des principaux marchés du pays.

[11] Les informations sont tirées du rapport de l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire menée par le PAM en 2008.

[12] Définition de l'unité d'analyse, Atelier d'analyse IPC Djibouti, IPC version2.0, Djibouti Octobre 2012.

[13] Les données chiffrées sur les estimations de population sont tirées du Rapide Emergency Food Security Assessment du PAM de 2008 et de l'analyse de FEWS NET de 2004.

Les deux marchés les plus importants sont ceux des capitales régionales Tadjourah et Obock situées au bord de la mer.

Zone pastorale du Sud-Est (régions d'Ali-Sabieh et Arta) : Environ 33 000 personnes vivent dans cette zone. Djibouti et l'Ethiopie sont reliés par une bonne route. C'est la zone la plus développée car elle est bien reliée au centre urbain de Djibouti.

1.2 Objectifs

Depuis 2009, le PAM conduit à la même période chaque année une enquête d'Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (ESASU) à Djibouti, en utilisant dans la mesure du possible les mêmes indicateurs afin de pouvoir comparer les résultats et d'avoir une analyse précise de l'évolution de la situation.

Les objectifs de l'enquête ESASU sont:

- Etudier et décrire la situation de sécurité alimentaire des populations en zone rurale à Djibouti
- Appréhender l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois et des femmes en âge de procréer.
- Estimer la taille et la localisation de la population rurale en insécurité alimentaire et définir les causes immédiates et sous-jacentes de leur état.
- Comprendre la façon dont les mécanismes de subsistance/résistance sont mis en œuvre suite aux chocs provoqués par les sécheresses et l'augmentation des prix.
- Formuler des recommandations pour des interventions dans le cadre de la sécurité alimentaire.
- Déterminer si l'assistance alimentaire est nécessaire et, s'il l'est, quantifier le nombre de bénéficiaires, ainsi que la période et les mécanismes d'interventions les plus efficaces.

1.3 Méthodologie

L'approche utilisée dans cette enquête est basée sur le cadre conceptuel de l'alimentation et la sécurité nutritionnelle du PAM.[14] Le cadre conceptuel repose sur les trois piliers de la sécurité alimentaire: la disponibilité générale de la nourriture, l'accès physique et économique des ménages à la nourriture, l'utilisation individuelle de la nourriture, incluant les pratiques de conservation, l'accès à l'eau potable, la santé et les conditions d'hygiène.
L'étude incluait la revue des données secondaires disponibles puis la collecte de données primaires.

1.3.1 Analyse de données secondaires

Une analyse de la documentation récente relative à la situation alimentaire, nutritionnelle, économique et sociale du pays a été menée avant et pendant l'enquête. Elle a permis de concevoir l'enquête et de mieux comprendre le contexte (voir la bibliographie).

[14] Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, PAM, Janvier 2009, page 31.

1.3.2 Analyse de données primaires

- **Couverture, échantillonnage et représentativité**

L'enquête ESASU se base sur les données primaires collectées en utilisant des questionnaires soumis à un échantillon de ménages et d'informateurs clé dans les zones rurales des cinq régions du pays qui couvrent les trois zones de moyens d'existence. Les enquêteurs ont visité 66 villages et interviewé 786 ménages. La mesure anthropométrique a été utilisée sur 427 enfants d'âge comprise entre 6 à 59 mois et le Périmètre Brachial de 457 femmes ayant de 15 à 49 ans des ménages échantillonnés a été mesuré.[15]

L'échantillon a été défini en utilisant une procédure d'échantillonnage stratifié à deux degrés. Le premier étage, ou première grappe, a été établi au niveau du village tandis que le second l'a été au niveau des ménages. Le but étant d'avoir au moins 150 ménages par strate[16], Dans chaque strate, 13 villages et 12 ménages au sein de chaque village ont été sélectionnés de manière aléatoire. Les villages ont été sélectionnés en utilisant la méthode proportion probable par taille. La méthode d'échantillonnage systématique a été appliquée à la deuxième grappe pour la sélection des ménages au niveau des villages. Les centres urbains d'Obock, Tadjourah, Dikhil, Arta et Ali-Sabieh ne font pas partie de cette enquête.

Six équipes de 14 enquêteurs et superviseurs chacune ont été formées pendant 5 jours sur le questionnaire par un consultant international. Deux jours de formation additionnels ont été aussi coordonnés par le PNN et le personnel du Ministère de la Santé ainsi que les deux ONG internationales participants à l'enquête (ACF et Johanniter) ; les deux formations ont été suivies par une journée de test sur le terrain. La collecte des données a duré 9 jours sur le terrain. Concernant la partie nutritionnelle de l'évaluation, l'échantillonnage sur les enfants de 6 à 59 mois[17] - a été tiré avec **« l'Emergency Nutrition Assessment »** en utilisant une prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale qui se situe au niveau de 15%[18].

- **Supervision de l'enquête, composition des équipes, questionnaires et collecte des données**

Le comité de pilotage[19], ainsi que les clusters de sécurité alimentaire et de santé-nutrition ont suivi la conception et le déroulement de l'enquête.

Au total, six équipes ont mené l'enquête (une par région sauf pour la région de Dikhil où deux équipes se sont rendues). Chaque équipe était composée de 5 à 9 enquêteurs, d'un représentant du Ministère de l'Agriculture, d'un représentant du Programme National de Nutrition, deux

[15] Voir la section sur la situation nutritionnelle pour des informations sur la méthodologie suivie et les limites de l'exercice.

[16] Dans certaines régions, le nombre de village visités et de ménages interviewés a été un peu plus important afin que les résultats soient aussi représentatifs au niveau des zones de moyens d'existence.

[17] L'âge de l'enfant a été estimée en demandant au chef de ménage, à la mère et en vérifiant le carnet de santé

[18] Prevalance indicative de l'EFSA 2012 (Intervalle de confience±6%)

[19] Pour tout detail concernent la composition du comité, se referer a la page des remerciements initiaux.

représentants des administrations locales, deux membres du comité de pilotage et d'un moniteur du PAM.

Les énumérateurs ont bénéficié d'une formation préliminaire, qui s'est tenue à Djibouti du 28 avril au 3 mai 2013, leur permettant de se familiariser avec les questionnaires, les objectifs de l'enquête, ainsi que la standardisation des outils anthropométriques. Les deux outils ont été testés pendant la formation.

Le questionnaire destiné aux ménages reprend presque fidèlement celui de l'enquête de 2012 afin de pouvoir comparer les résultats et a été conçu pour fournir des informations quantitatives dans les domaines suivants: (a) profils de la sécurité alimentaire et caractéristiques socio-économiques; (b) dépenses; (c) modes de consommation alimentaire; (d) accès à la nourriture, à l'eau, aux sanitaires et aux services éducatifs; (e) exposition à des chocs et impact de ces chocs; (f) biens et bétail possédés et sources de revenu; (g) modes de migration; (h) stratégies de survie; (i) santé et nutrition des enfants de 6 à 59 mois et des mères; (j) assistance reçue.

Le questionnaire destiné aux informateurs clés a été utilisé auprès de chefs élus, d'administrateurs, de représentants religieux, de travailleurs de santé, de professeurs et de directeurs d'école. Il a été conçu pour fournir des données dans les domaines suivants: (a) infrastructures, (b) santé des adultes et enfants, (c) transhumance, (d) état des pâturages, des sources d'eau et de la pluviométrie, (e) ménages pauvres, (f) marchés, volumes et prix des produits et crédit, (g) besoins prioritaire

La collecte des données a duré 13 jours du 4 au 16 mai 2013. La saisie et l'analyse des données ont été menées par le PAM. La saisie a eu lieu en mai et a duré 8 jours, tandis que l'analyse et la finalisation du rapport ont eu lieu en juin/juillet 2013.

1.4 Limites de l'enquête

Bien que des standards rigoureux aient été appliqués, les limitations suivantes, communes à toute enquête quantitative, doivent être admises.

Risques liés à la validité externe: Il s'agit des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale. Par ailleurs, les données ne représentent que la situation à moment donné.

Risques liés à la validité interne: des souvenirs incorrects ou des erreurs sur les quantités estimées peuvent affecter la validité des résultats. Les enquêteurs ont cependant été formés pour faciliter le rappel des souvenirs et améliorer l'estimation des quantités. Dans certains cas, le désir d'obtenir des avantages sociaux, de l'aide et le manque de liberté peuvent avoir affecté les réponses. Toutefois, le caractère anonyme de l'enquête a contribué à réduire ce parti pris.

Risques liés à la fiabilité: les risques liés à la fiabilité ou à la répétition des résultats ont été minimisés grâce à la conception du questionnaire et à la formation des enquêteurs.[20]L'entraînement relatif aux questionnaires a été mené de façon à réduire la différence de perception des enquêteurs vis-à-vis des questions. Le questionnaire préparé en français a été traduit dans les deux langues principales (somali et afar). Dans la plupart des cas, l'entretien a été mené dans le langage/dialecte local. Cependant, pour la partie nutrition de l'enquête, il faut prendre en considération la nouveauté de mesures anthropométriques, il est à noter qu'une formation sur les mesures a été menée par des professionnels en nutrition (PNN et Johaniter) pour guider les enquêteurs. Malgré cela, les intervalles de confiances des résultats restent très larges et ceci doit être pris en considération dans la lecture des taux de malnutritions.

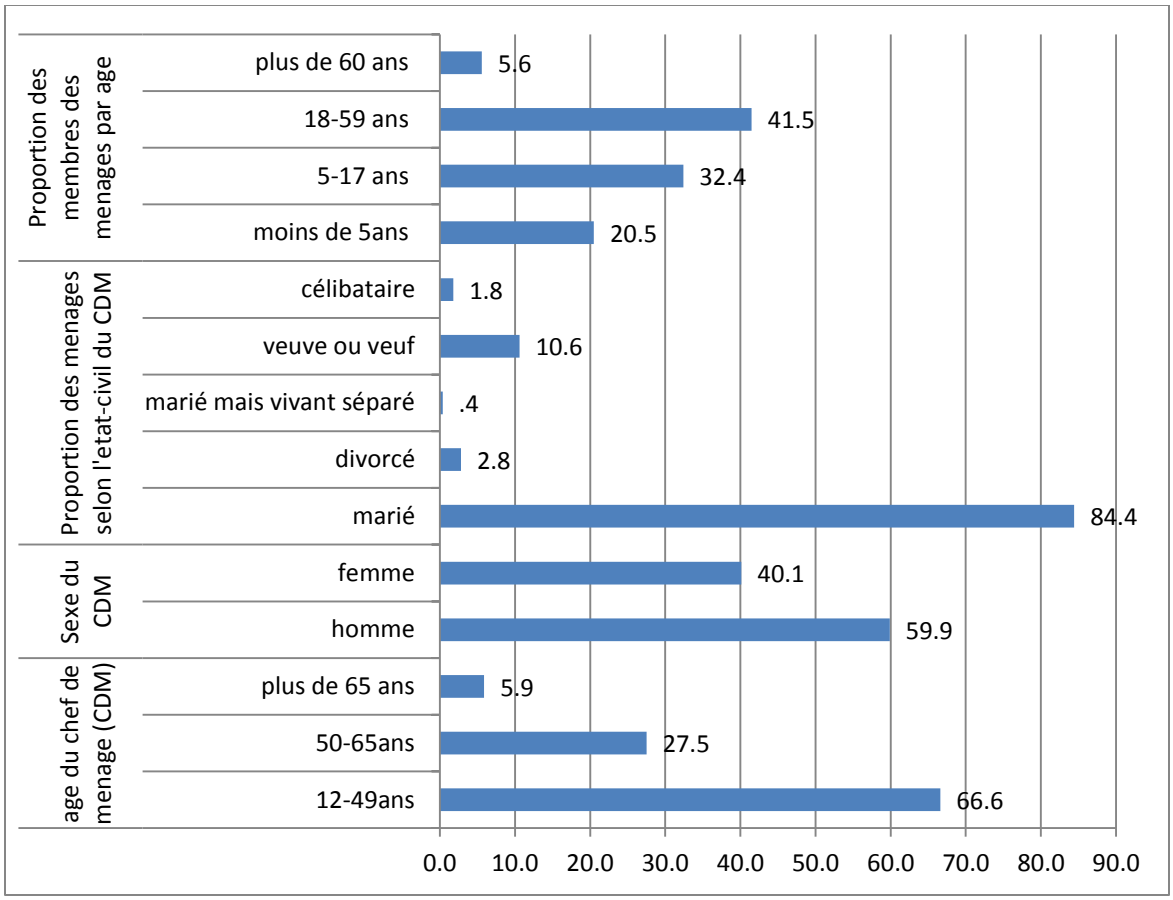
2. Tendances générales

2.1 Informations de base sur les ménages

Malgré le fait que le modèle familial patriarcal s'impose au niveau rural, on ne voit pas une grande disparité entre le nombre de ménages ayant un chef de ménage homme (59,9%) par rapport aux femmes. Seulement 5.9% des ménages ont un chef ayant plus de 65 ans, tandis que la pourcentage des chefs de ménages veufs, célibataires ou divorcés est de15,2%. Les enfants de moins de cinq ans sont 20,5%, tandis que les personnes de plus de 65 ans d'âge représentent moins de 6%.

Graphique 1: Caractéristiques générales des ménages inclus dans l'échantillon (en %)

[20]Kalton et al, 1996, Handling missing data in survey research, *Stat Methods Med Res.*1996; 5: 215-238.

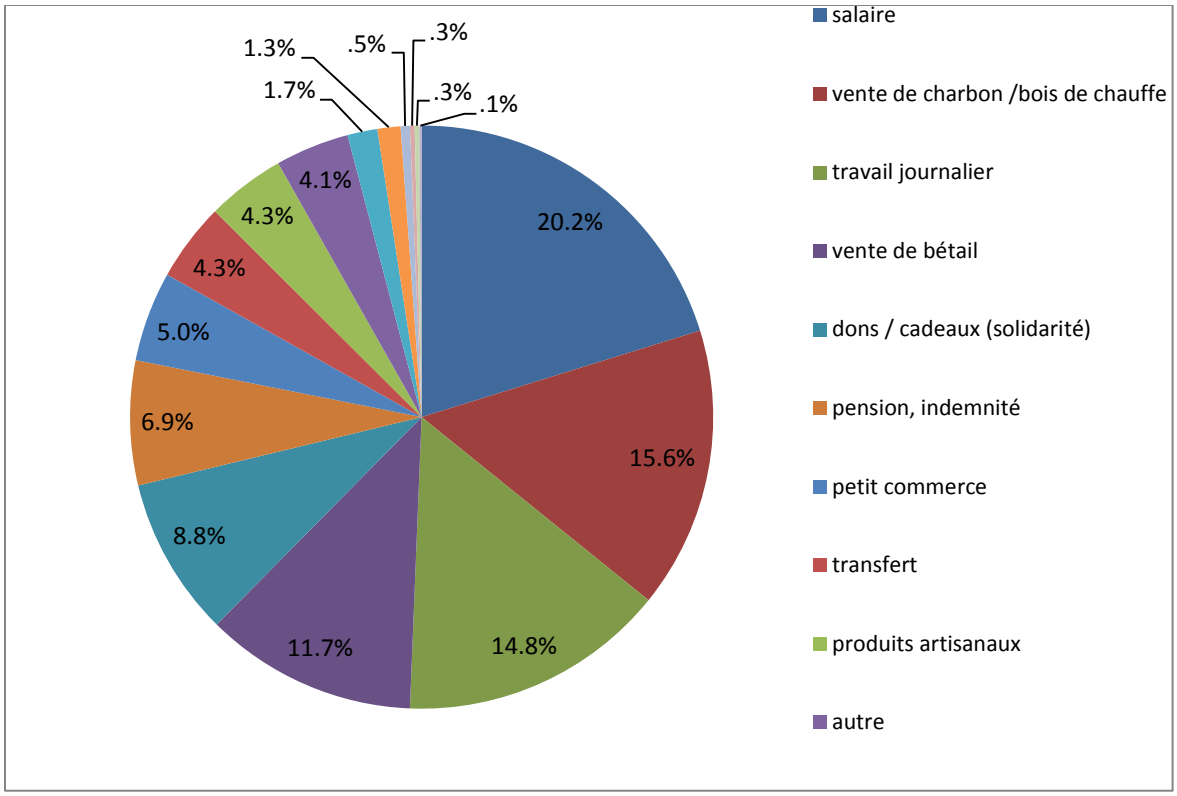


2.2 Moyennes d'existence et sources de revenus

La plupart de la population rurale à Djibouti dépend d'une source d'approvisionnement externe, notamment le marché pour accéder aux vivres. La production propre en milieu rural ne représente qu'une portion marginale (moins de 5%) et marque un décrément important dans les derniers 12 mois (4,6% contre 16% en 2012) qui est principalement dû aux contraintes climatiques à la base de la contraction des stocks du bétail et aux productions limitées de lait et autres dérivés.

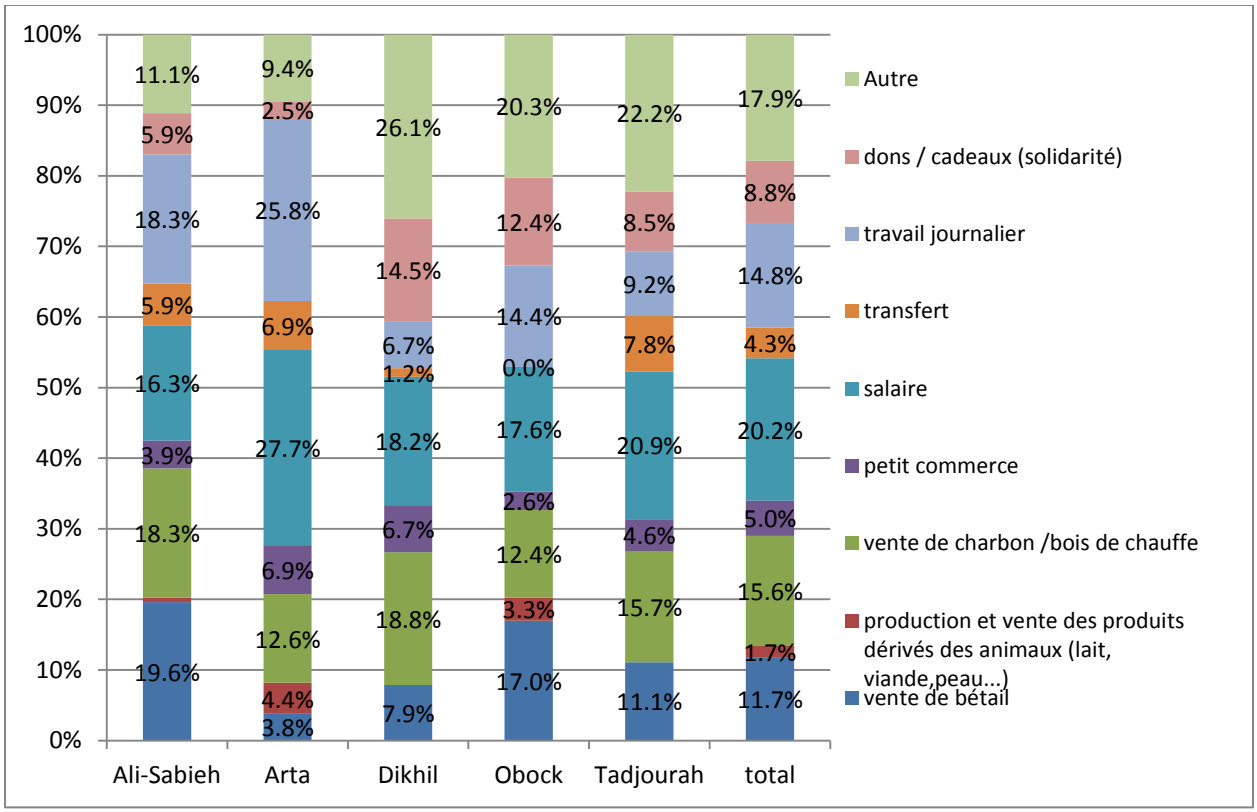
La gamme de sources de revenu des ménages en milieu rural est très vaste. Plus qu'un tiers des ménages ruraux à Djibouti dépend du travail salarié ou journalier – avec un piques dans les régions de Arta (53,5%), tandis que 20,6% d'eux dépendent du petit commerce et de la vente de ressources naturelles disponibles, et notamment du charbon et du bois de chauffe. Les dons et les cadeaux de solidarité restent la source principale pour presque 9% des ménages.

Graphique 2 : Proportion des ménages et sources de revenu principales (en %)



Il est à souligner que, dans un milieu à vocation fortement pastorale, seulement 13,4% des ménages dépendent de la vente du bétail et des produits d'origine animale. La réduction de ce taux de 4,8% par rapport à l'année dernière pourrait être due à l'impact du déficit hydrique chronique des dernières années à la base de la contraction substantielle du potentiel économique du secteur – qui reste pourtant la principale source d'autoconsommation alimentaire. Ces contraintes accélèrent l'adoption des moyens d'existence alternatifs et favorise le procès d'urbanisation. La vente de bétail a des piques dans la région d'Ali Sabieh (19.6%) et d'Obock (17%). Pourtant, la région d'Ali Sabieh enregistre l'une des plus importantes baisses dans la proportion de ménages vivant grâce à la production et vente de produits dérivés des animaux. Enfin, l'incidence de la pêche parmi les sources de revenu est presque inexistante (0,3% des ménages), avec un pique de 1.3% dans la région d'Arta.

Graphique 3 : proportion des ménages et sources de revenu (par région)



La contraction des ménages vivant grâce à la vente de bétail comme source de revenu principale – passé de 12,5% en 2012 à 11,7% en 2013 – avec des piques importants dans certaines régions - est l'un des facteurs justifiant le recours à des sources de revenu alternatives. Dans la région d'Obock on a assisté à une diminution de 30% des ménages vivant principalement de la vente du bétail. Cette proportion a été interceptée principalement par une augmentation du travail salarié (12%), de la vente du charbon et bois (+7%) et du travail journalier (+7%). Dans les autres régions – à l'exception d'Ali-Sabieh ou la vente de bétail a augmenté– on assiste à l'adoption croissante des moyens d'existence alternatifs, et principalement parmi ceux mentionnés ci-dessous.

En zone rurale, plus que la moitié des ménages dépendent d'une seule source de revenus, tandis que seulement 4.5% d'eux peuvent compter sur trois ou plus sources. Au niveau régional, Ali-Sabieh (77,1% des ménages) et Tadjourah (57,5%) ont enregistré les plus hauts pourcentages de population vivant grâce à une seule source, ce qui les expose à des risques d'insécurité alimentaire. De plus, au cours des douze derniers mois les régions d'Ali Sabieh et Dikhil ont subi une augmentation considérable de la portion de ménages vivant d'une seule source – avec respectivement +32,5% et +17,1% - tandis que la région d'Obock est celle ayant la plus grande proportion de population ayant trois ou plus sources de revenue (61%). Cela représente presque le double par rapport à l'année dernière (31%). La diversification des moyens d'existence à Obock pourrait être due aux effets de la sécheresse récurrente qui obligent la population locale à trouver des sources alternatives aux traditionnelles activités pastorales.

2.3 Situation de la Consommation alimentaire

2.3.1 Prévalence des groupes de consommation alimentaire

Au moment de l'enquête, les ménages de l'échantillon ont fourni des informations sur la consommation alimentaire des membres du ménage au cours des 7 jours précédant l'enquête. En particulier, ils ont répondu aux différentes questions liées à la fréquence de consommation en nombre de jours des différentes catégories d'aliments, ainsi qu'à la source d'acquisition de chaque aliment consommé (achat, aide/don, prêt, etc.).

Les aliments sont regroupés en 8 catégories: 1) céréales, 2) légumineuses 3) viande, poisson, œufs, 4) lait et produits laitiers, 5) légumes, 6) fruits, 7) huile et graisses, 8) sucre et autre produits sucrés. Le calcul du Score de Consommation Alimentaire (SCA) se base sur la fréquence pondérée de consommation de chaque catégorie d'aliments multiplié par un poids spécifique qui lui est attribué en fonction de son importance nutritionnelle. Ainsi, le SCA est un indicateur qui permet de refléter la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation et le poids nutritionnel des catégories d'aliments consommés dans un ménage.

En comparant le SCA avec des seuils prédéfinis, les ménages sont classés en trois catégories - consommation pauvre, limite et acceptable. (Voir plus de détails sur le calcul du SCA à l'annexe 1).

Encadré 1 - les groupes de consommation alimentaire et les tendances

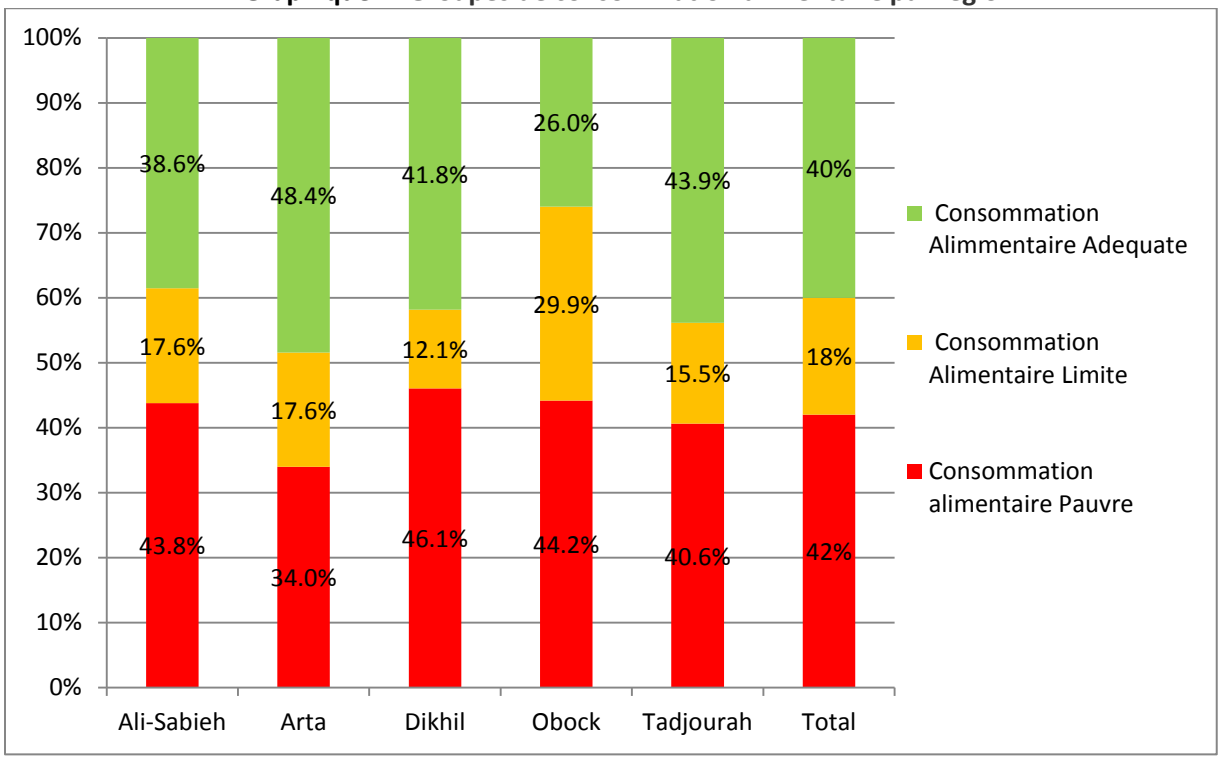
- **Consommation alimentaire pauvre**: un régime alimentaire insuffisant en calories et faisant cruellement défaut de vitamines et de minéraux pour répondre aux besoins nutritionnels d'un membre du ménage. Dans notre évaluation, la diversité diététique des ménages dans cette catégorie est essentiellement constituée de la consommation quotidienne de céréale, d'huile de sucre, et occasionnellement complétée par des légumes (surtout des oignons et des tomates), avec une consommation minimale de produits d'origine animale, de légumineuses et des fruits. Ce type de régime comporte des risques graves de malnutrition et de maladies s'ils sont consommés dans le moyen et long terme, en particulier pour les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées.
- **Consommation alimentaire limite** : une alimentation qui contient probablement suffisamment de calories, mais reste insuffisamment diversifiée pour fournir les vitamines et minéraux essentiels. Les ménages de cette catégorie de consommation ont une consommation régulière de céréales, de l'huile et du sucre, mais contrairement au groupe de consommation alimentaire pauvre, 'ils consomment des légumineuses 3 fois par semaines, les légumes à 2-3 fois par semaine et aussi de la viande au moins une fois par semaine. La carence en micronutriments entraîne notamment des risques de malnutrition chronique et l'anémie.
- **Consommation alimentaire acceptable**: ont une alimentation suffisante avec la variété et la fréquence de consommation hebdomadaire à largement répondre aux besoins nutritionnels d'un membre du ménage en moyenne. Les ménages de ce groupe consomment des céréales, des légumineuses, des légumes, de l'huile et du sucre sur une base quotidienne, et qui est également complété par de la viande ou d'autres produits d'origine animale 3-4 fois par semaine.

60% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate

L'évaluation a révélé que dans l'ensemble, 42% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre et 18% une consommation alimentaire limite.

La proportion de ménages dans le groupe à consommation pauvre est élevée dans les régions de Dikhil (46,1%), Obock (44.2%) et Ali Sabieh (43.8%). Ali Sabieh et Obock sont aussi les régions avec la proportion la plus baisse de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable – avec respectivement 38,6% et 28%.

Graphique 4*:* Groupes de consommation alimentaire par région



A l'exception d'Ali Sabieh, la distribution géographique des ménages ayant consommation adéquate est assez uniforme autour de 40% de la population (Arta (48,4% et Tadjourah (43,9%)). Au même temps, il est important de souligner que toutes les régions sauf Arta ont plus que 40% des ménages ayant consommation pauvre. Cela se traduit dans une fourchette assez réduite de la proportion de ménages ayant une consommation limite ; seulement dans la région d'Obock 29,9% des ménages appartiennent à cette catégorie.

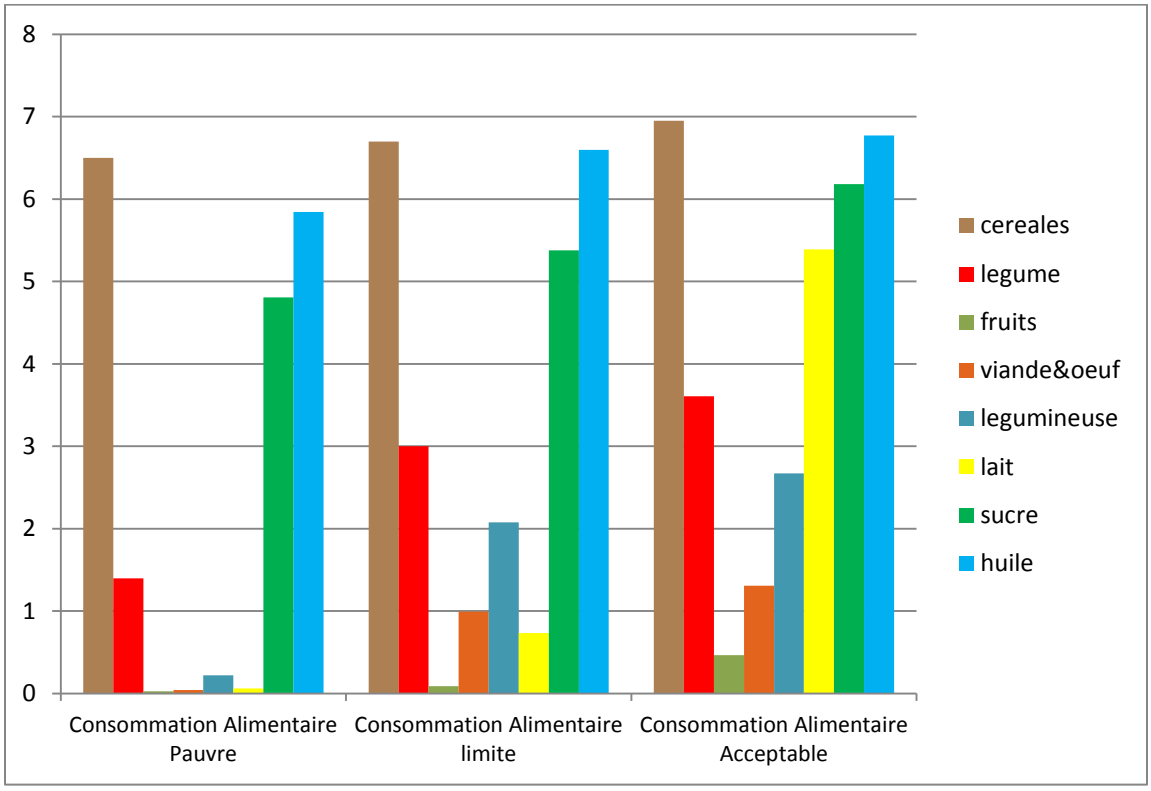
2.3.2 Composition du régime alimentaire

Un régime alimentaire généralement pauvre basé sur les céréales, l'huile et le sucre

Les ménages qui ont une *consommation pauvre* ne consomment pratiquement pas de fruits, de lait et de protéines animales. Ils ne consomment des légumes qu'une fois par semaine et des légumineuses moins d'une fois par semaine. Leur consommations se basent sur le riz ou une autre céréale, du sucre et de l'huile tous les jours.

Les ménages qui ont une *consommation limite* ont le même régime mais consomment un peu plus souvent des légumes et légumineuses. Ils consomment du lait et de la viande environ une fois par semaine.

Graphique 5: Consommation alimentaire hebdomadaire / groupe de consommation alimentaire (en moyenne de jours/semaine)



Le régime des ménages en *consommation alimentaire acceptable* est lui aussi basé sur la consommation de céréales, d'huile et de sucre, mais ils consomment surtout beaucoup plus fréquemment du lait (plus de cinq jours par semaine).

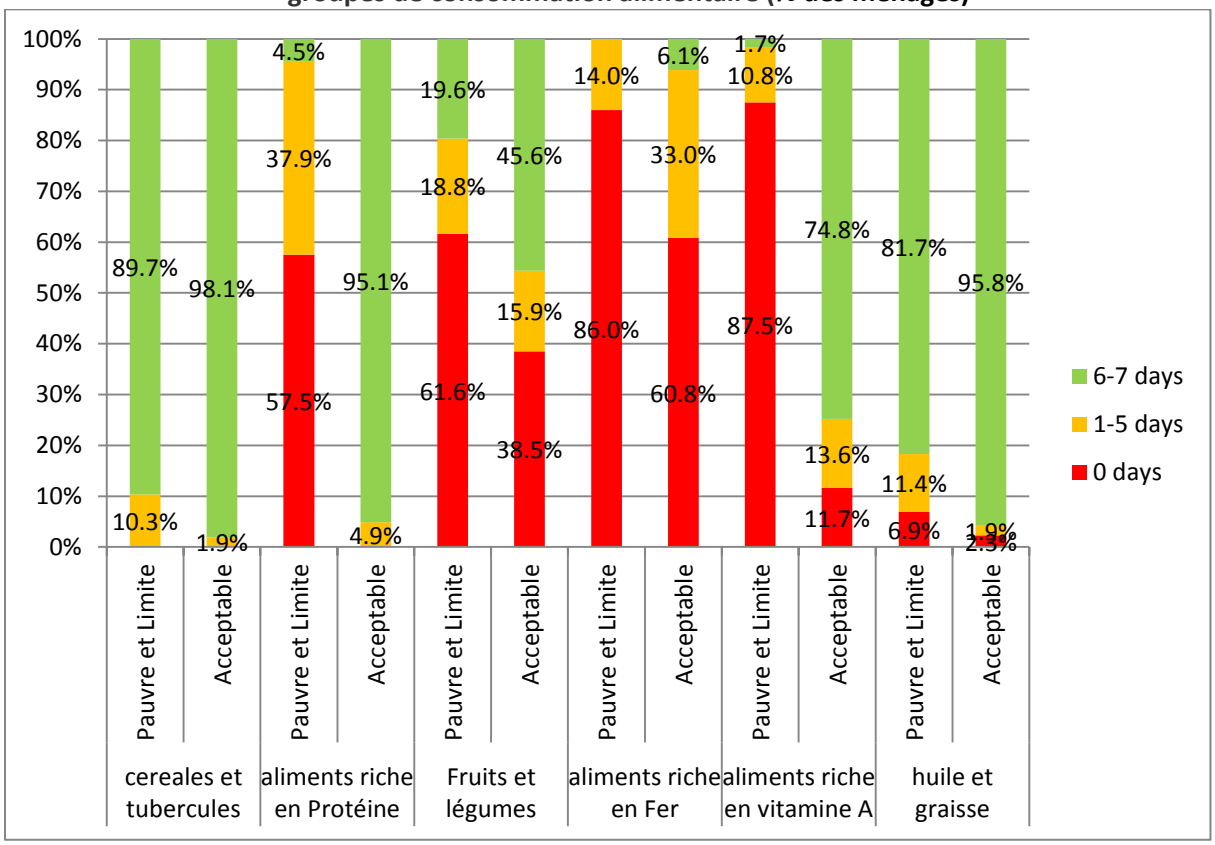
L'accès au lait est le facteur principal ayant une influence sur l'appartenance des ménages aux différentes classes de consommation alimentaire. Egalement, la consommation de viande & œufs, de fruits et de légumes contribue sensiblement au SCA des groupes ayant consommation alimentaire acceptable et limite. Aucune différence substantielle n'existe dans la consommation d'huile et de céréales entre les différents groupes.

Fréquence de consommation de certains aliments riches en nutriments

Semblable à d'autres scores composites, le Score de Consommation Alimentaire peut masquer les carences de la consommation spécifique des aliments riches en macro et micronutriments. Par conséquent, une analyse plus approfondie des modes de consommation alimentaire des ménages a été

réalisée en regardant simplement la fréquence de consommation des aliments spécifiques riches en nutriments pour identifier la probabilité des carences en macro et en micronutriments. Les figures ci-dessous montrent la répartition des ménages dans les différentes classes de consommation alimentaire par le nombre de jours dont le ménage a consommé des protéines, des aliments riches en vitamine A et en fer, ainsi que des légumes, des fruits et de l'huile végétale. Les différences sont également présentées selon les classes de sécurité alimentaire.

Graphique 6 : La fréquence de consommation des aliments riches en nutriments spécifiques par des groupes de consommation alimentaire (% des ménages)



Il existe des différences significatives dans la fréquence de consommation des aliments riches en protéines, des légumes et des fruits entre les groupes de consommation alimentaire pauvres et acceptable. Presque tous les ménages à consommation alimentaire pauvre ne mangent pas régulièrement ces deux groupes d'aliments, ce qui signifie qu'ils sont plus à risque de malnutrition et de carences en micronutriments.

L'étude montre également une fréquence faible de consommation généralisée d'aliments riches en fer quel que soit le groupe de la consommation alimentaire, ce qui pourrait être l'un des facteurs qui expliquent les taux élevés de prévalence de l'anémie estimés par l'OMS à 67,6 % chez les enfants d'âge préscolaire[21]. La consommation des aliments riches en vitamine A est également un sujet de préoccupation dans tous les groupes de consommation alimentaire pauvre.

[21] OMS, 2005: la prévalence de l'anémie dans le monde, 1993-2005

Les différences selon les classes de sécurité alimentaire (paragraphe 3.2.3., pages 29 -30) montrent les mêmes tendances à savoir que les groupes en insécurité alimentaire sévère et modérée ne mangent ni des aliments riches en protéines, ni fer ni en vitamine A.

Le tableau 3 ci-dessous fait le lien entre la consommation alimentaire et les différents risques relatifs à l'état nutritionnel des membres du ménage:

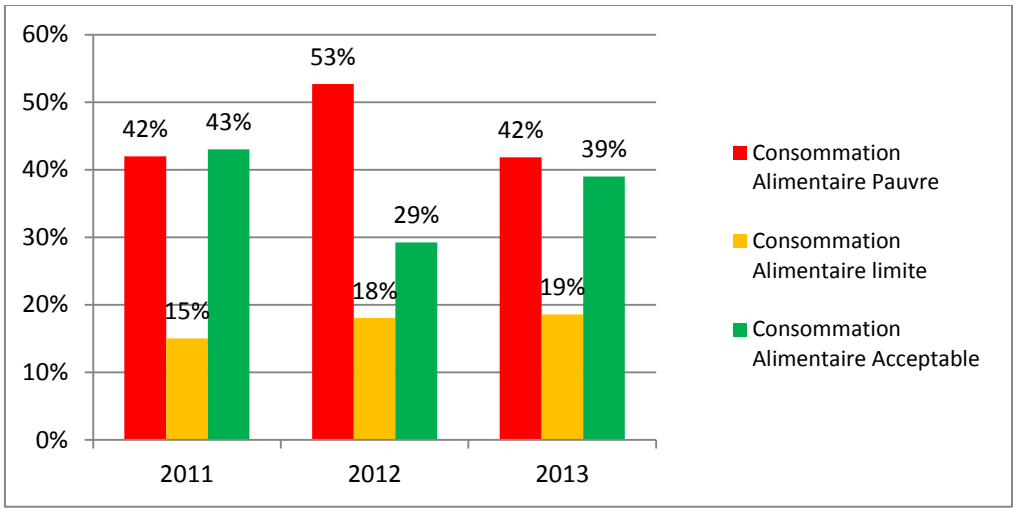
Tableau 1: Liaison entre Consommation Alimentaire et Nutrition

Résultats	**Risques de malnutrition**
Faible Fréquence de consommation d'aliments riches en protéines dans les groupes de consommation pauvre et limites	Risque plus élevé de malnutrition
Fréquence très faible de consommation de fruits et légumes dans les ménages à consommation pauvre et limites	Risque plus élevé de carences en micronutriments en particulier pour les enfants et les femmes
Très faible consommation des aliments riches en vitamine A dans les groupes de consommation pauvre et limites	Risque élevé de carence en vitamine A
Très faible consommation d'aliments riches en fer dans les groupes de consommation pauvre et limites.	Risque élevé d'anémie ferriprive chez les enfants <2 ans et les femmes enceintes et allaitantes

2.3.3 Evolution de la consommation alimentaire depuis 2012

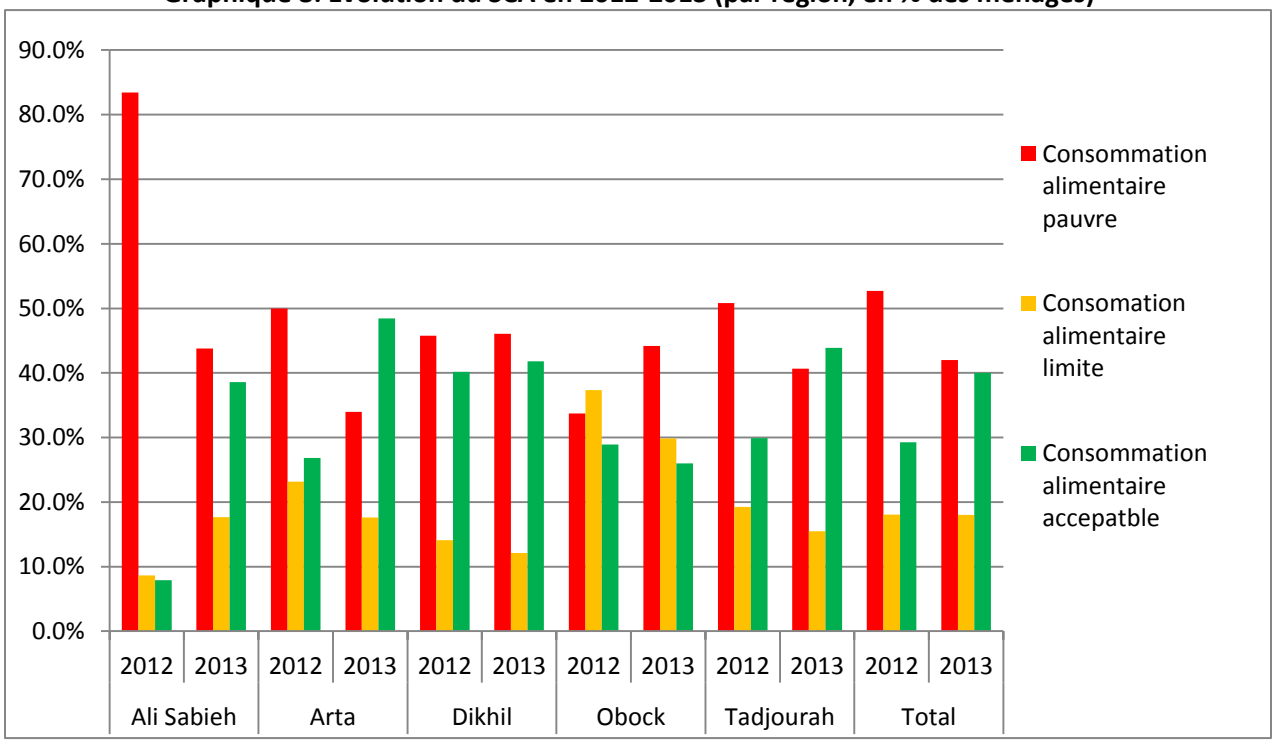
Les indicateurs de consommation alimentaire montrent une tendance considérablement favorable en 2013 par rapport à l'année précédente. En effet, cette année, 40% des ménages ont enregistré une consommation alimentaire acceptable, contre 27% en 2012. De plus, on a assisté à une diminution importante du nombre des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre dont la proportion est passée de 55% à 42%. La proportion des ménages avec consommation limite (18%) n'a pas subi des changements substantiels dans le 12 derniers mois.

Graphique 1 : Tendances de la consommation alimentaire en 2011, 2012 et 2013



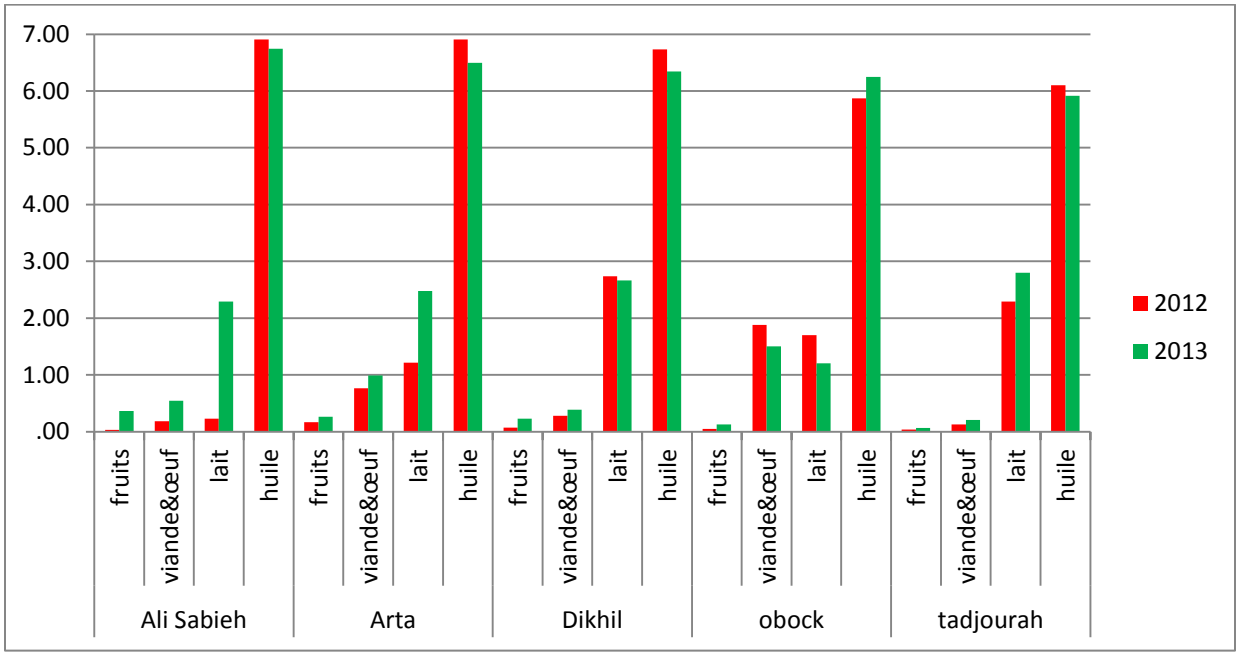
Par rapport à 2012, il faut souligner une diminution substantielle de la proportion des ménages à consommation pauvre dans les régions d'Ali Sabieh (-40%), d'Arta (-16%) et de Tadjourah (-10%). A l'exception d'Obock, toutes les régions ont subi une augmentation des ménages ayant consommation adéquate dans les douze mois précédant l'enquête. En particulier, Ali Sabieh a vu augmenter la proportion de ménages ayant consommation adéquate de 30%, et Tadjourah de 14%. Au contraire, la région d'Obock est la seule à enregistrer une tendance négative de la consommation alimentaire depuis 2012 ; la proportion de ménages ayant consommation pauvre a augmenté de 10,5%, tandis que ceux à consommation adéquate ont diminué de presque 3%.

Graphique 8: Evolution du SCA en 2012-2013 (par région, en % des ménages)



En détail, le graphique 9 ci-dessous montre qu'il y a eu une augmentation uniforme et importante du nombre de jours dans lesquels les groupes d'aliments ont été consommé par les ménages de l'échantillon.

Graphique 9 : Evolution de la consommation de certaines catégories d'aliments entre 2012-2013 (par région, en jours)



L'augmentation du SCA dans la région d'Ali Sabieh, et en mesure mineure dans celle d'Arta et de Tadjourah, s'accompagne avec une consommation importante des catégories d'aliments à haut capacité nutritionnelle tels que le lait, la viande & œufs, les fruits. Le graphique 9 montre qu'en 2013 il y a eu une forte augmentation dans la consommation de lait dans les régions d'Ali-Sabieh, Arta e Tadjourah. La diminution de la consommation dans les régions d'Obock et (en mesure mineure) de Dikhil est l'un des facteurs à la base de l'augmentation de ménages ayant consommation pauvre dans ces régions ; Obock est aussi la seule région à ne pas avoir bénéficié d'une augmentation de la consommation de viande au cours des douze derniers mois.

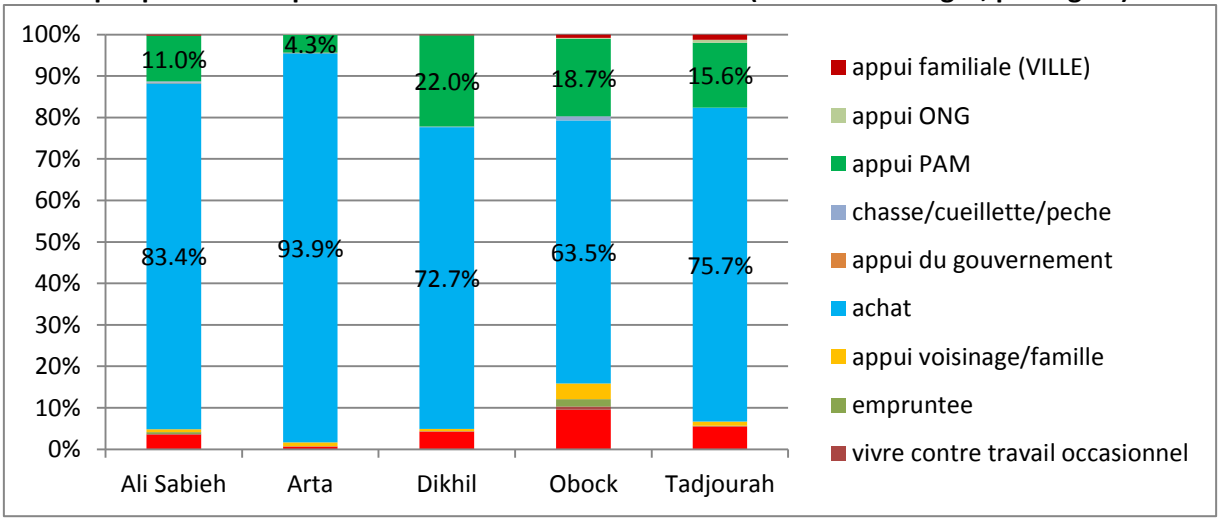
2.3.4 Sources d'approvisionnement

A cause des contraintes climatiques, le pays est obligé principalement d'importer des denrées alimentaires pour nourrir sa population.[22] Pour plus que 78% des ménages l'achat est la source principale pour accéder aux vivres. L'appui du PAM, qui a été axé sur les informations produites dans le cadre de l'enquête de 2012 a touché 14,1% des ménages.

[22] Le secteur primaire (utilisation des ressources naturelles c'est à dire agriculture, pêche et extractions de gaz, minerais et pétrole) ne représente que 3% du PIB. La production agricole est limitée à la production de fruits et légumes qui ne couvre que 10% des besoins nationaux (2004-2005). *IMF, Djibouti: Poverty Reduction Strategy Paper - Annual Progress Report, June 2012.*

Tadjourah et Arta ont subi une augmentation de respectivement 8% et 3% des ménages bénéficiant de l'aide alimentaire. Cela expliquerait en partie la tendance favorable dans ces régions en matière de consommation alimentaire.

Graphique10: Principales sources d'aliments consommés (en % des ménages, par région)



Seulement une portion marginale de la population (4,6%) utilise leurs propres productions (bétail, dérives animaux ou produits agricoles) comme source d'alimentation. Ce pourcentage a subi une contraction importante par rapport à 2012, lorsque les ménages utilisant leurs propres productions étaient 16%.

3. Sécurité alimentaire

3.1 Méthode de classification

L'algorithme utilisé pour estimer la situation de la sécurité alimentaire dans cette étude est basée sur les récents efforts déployés au sein du PAM pour parvenir à une méthodologie standardisée afin d'estimer la sécurité alimentaire dans divers pays et avec différents types d'évaluations. La méthode standard proposée est encore dans sa phase pilote et les buts à atteindre sont un classement conforme à d'autres échelles comme le **Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire** (IPC), mais en même temps veiller à certain niveau de comparabilité avec les études précédentes, ce qui est particulièrement pertinent pour le cas de cette évaluation de la sécurité alimentaire en zone rurale.

La méthode standard proposée est basée sur un algorithme[23] qui prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme dont la capacité d'adaptation est mesurée par rapport aux dépenses alimentaires, l'épuisement des avoirs et des stratégies d'adaptation et / ou de la base d'actifs des ménages.

[23] Pour tout détail concernant le méthode de classification appliquée à cette analyse se référer à l'Annexe 1

Sur la base de cette méthodologie, l'évaluation classifie la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité :

- En sécurité alimentaire,
- En insécurité alimentaire légère
- En insécurité alimentaire modérée et
- En insécurité alimentaire sévère.

3.2 Description de la sécurité alimentaire en 2013

3.2.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire

Bien qu'on ait assisté à une amélioration globale des indicateurs depuis 2012, la sécurité alimentaire demeure critique. Une population de 21 947 (24 141 Maximum) personnes vit en conditions d'insécurité alimentaire sévère (18%), tandis que 59 743 (65 718 Maximum) sont en insécurité alimentaire modérée (49%) et 35 358 sont en insécurité alimentaire légère (29)[24].

Seulement 4% des ménages enquêtés (4 877 personnes) sont en sécurité alimentaire.

Tableau 2: Nombre de personnes en insécurité alimentaire

Groupe de sécurité alimentaire	Pourcentage de la population	Estimations du nombre de personnes	Nombre de personnes affectées	
			Minimum	Maximum
Insécurité alimentaire Sévère	18%	21 947	19 752	24 141
Insecurité alimentaire Modérée	49%	59 743	53 769	65 718
Insecurité alimentaire Légère	29%	35 358	31 822	38 894
Securité alimentaire	4%	4 877	4 389	5 365
zone rurale	100%	121 925	109 732	134 118

En 2013, on a assisté à une réduction considérable (de 42,700 à 24,141) de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère par rapport à 2012.[25] Cette diminution a été accompagnée par une augmentation significative de la proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée par rapport à celle registrée en 2012 (de 24,300 à 46,300). Arta a été la seule région ayant enregistré une augmentation du pourcentage des ménages en insécurité alimentaire sévère.

[24] Ces estimations sont basées sur les données actualisées du recensement de 2009. Les taux supérieurs de la fourchette ont été utilisés pour prendre en compte les populations nomades.
[25] En suivant la méthodologie de l'EFSA 2012.

3.2.2. Description des groupes en insécurité alimentaire

Cette description n'est qu'un premier essai basé sur un nombre limité de variables. Chaque profil a été ensuite affiné avec d'autres variables[26].

Ménages en insécurité alimentaire sévère: ils ont une consommation alimentaire pauvre. Ils ont recours à des stratégies de survie négatives pour palier à un manque d'argent ou de nourriture. Leurs dépenses mensuelles par personne sont très basses (environ 2439 francs djiboutiens soit 13.7 dollars). Ils possèdent peu de bétail (en moyenne 2 UBT[27]) et aussi peu de biens.

Ménages en insécurité alimentaire modérée: ils ont une consommation alimentaire limite. Ils ont recours à des stratégies de survie négatives pour palier à un manque d'argent ou de nourriture. Ils possèdent plus de bétail (en moyenne 2.6 UBT) Ils ont le niveau de dépenses mensuelles par personne le plus élevé (en moyenne environ 2583 francs djiboutiens, soit 14.5 dollars), notamment par rapport aux ménages en sécurité alimentaire. Ainsi ils dépendent plus des achats pour se nourrir que les ménages en sécurité alimentaire qui eux dépendent plus de leur propre production.

Ménages en Insécurité Alimentaire Légère: La majorité de ces ménages sont dans le groupe de consommation alimentaire acceptable. Près de 50% des ménages de ce groupe ont dépensé plus de 65% de leur revenu dans l'alimentation. Leurs dépenses mensuelles par personne sont très basses (environ 3168 francs djiboutiens soit 17.8 dollars). La possession en bétail est presque similaire à celle des ménages en Insécurité alimentaire Modérée (en moyenne 2.68 UBT).

Ménages en sécurité alimentaire: leur consommation alimentaire est acceptable. Leurs dépenses mensuelles par personne sont d'environ 3471 francs djiboutiens soit 19 dollars. Ils ont en moyenne quatre UBT et un nombre plus élevé de biens que les autres ménages.

Tableau 3 : caractéristiques des différents groupes de sécurité alimentaire (en valeurs moyens par groupe)

Groupes de sécurité alimentaire	Score de consom-mation alimentaire	Dépenses mensuelles par personne (en francs)	Unité de bétail tropical (par ménages)	Index réduit des stratégies de survie
securité alimentaire	67	3 471	2.8	4
securité alimentaire Légère	57	3 168	2.68	16
Insécurité alimentaire Modérée	32	2 583	2.64	20

[26] Une description plus complète de chaque groupe est présentéee dans les conclusions.

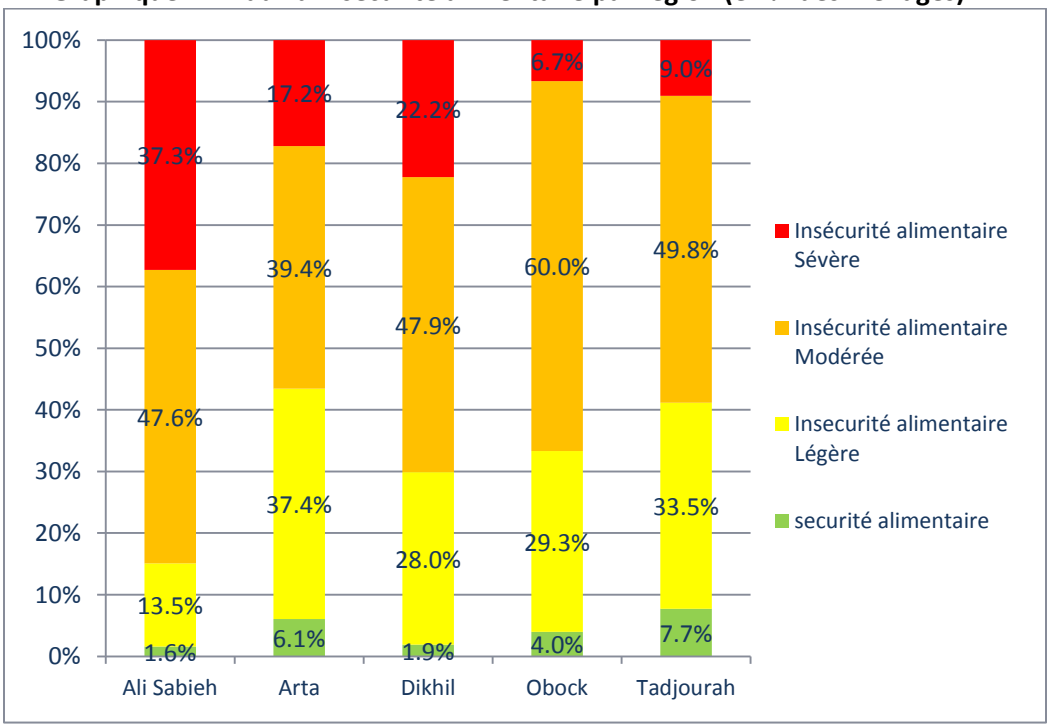
[27] Selon l'étude *Review of responses to support rural pastoralists in Djibouti,* conduit en Décembre 2010 par British Red Cross, il faut trois UBT par personne à un ménage d'éleveurs djiboutiens pour assurer une sécurité alimentaire minimale, ce qui fait 15 UBT par ménage.

Insécurité alimentaire Sévère	23	2 439	2.	27
Total	**38.9**	**2 757.0**	**2.5**	**19.5**

3.2.2. Répartition géographique de l'insécurité alimentaire

Ali Sabieh, Dikhil et Obock sont les régions ayant la plus haute proportion de ménages vivant dans des conditions d'insécurité alimentaire sévère et modérée, avec respectivement 84,9%, 70,1% et 66,7% des ménages enquêtés.

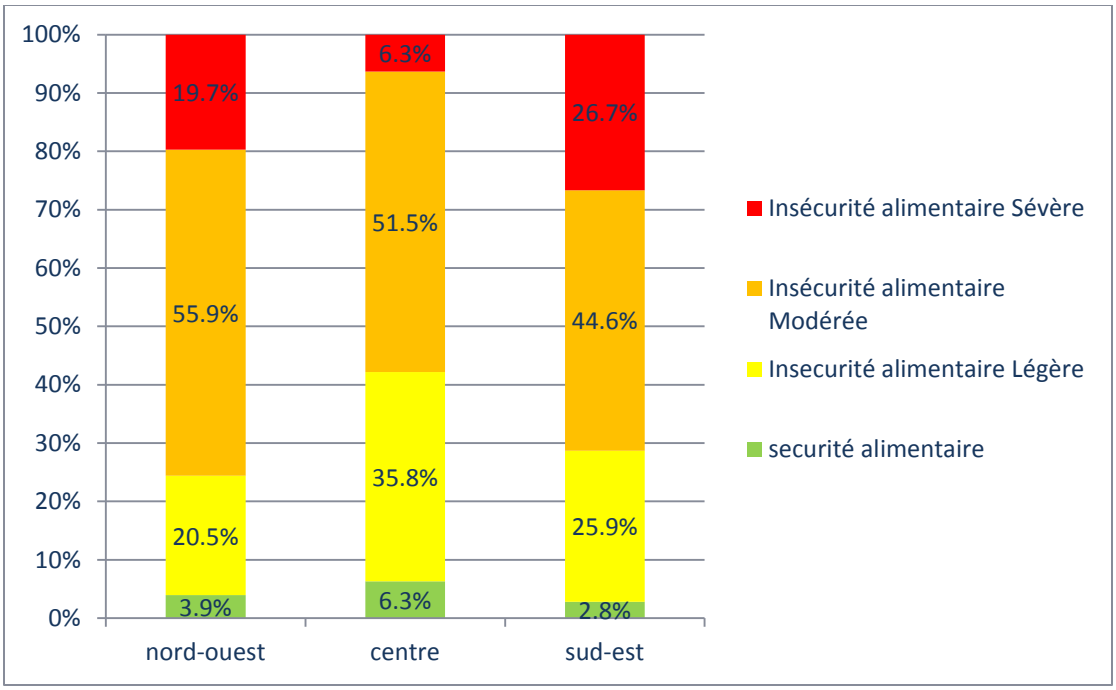
Graphique 11: Taux d'insécurité alimentaire par région (en % des ménages)



En termes de zones de moyens d'existence, la plus forte proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère est la zone Sud-Est (26.7%), suivie par celle du Nord-Ouest (19.7%) et celle du Centre (6.3%).

Le Nord-Ouest est la zone de moyens d'existence ayant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire modérée ou légère (76,4%), suivie par le Sud-Est (70,5%). Ces zones enregistrent aussi les plus hauts indexes de stratégie de survie, généralement adoptées par les ménages afin de sauvegarder leur consommation alimentaire en conditions défavorables.

Graphique 12: Taux d'insécurité alimentaire par zone de moyens d'existence



Les ménages enquêtés ont affirmé avoir reçu de l'appui des agences humanitaires durant les 12 derniers mois. Cet appui a touché 31,4% des ménages dans la zone du Nord-Ouest et 11,7% dans la zone du Sud-est. Ces zones devraient continuer à être en futur la cible des interventions humanitaires, afin de soutenir et limiter les ménages en insécurité alimentaire sévère et de contenir la vulnérabilité des populations en insécurité alimentaire modérée et légère.

3.2.3. Insécurité alimentaire et consommation

Dans les sept jours précédant l'enquête, les groupes en insécurité alimentaire sévère ont eu un accès très limité aux aliments riches en fer ni et vitamine A.

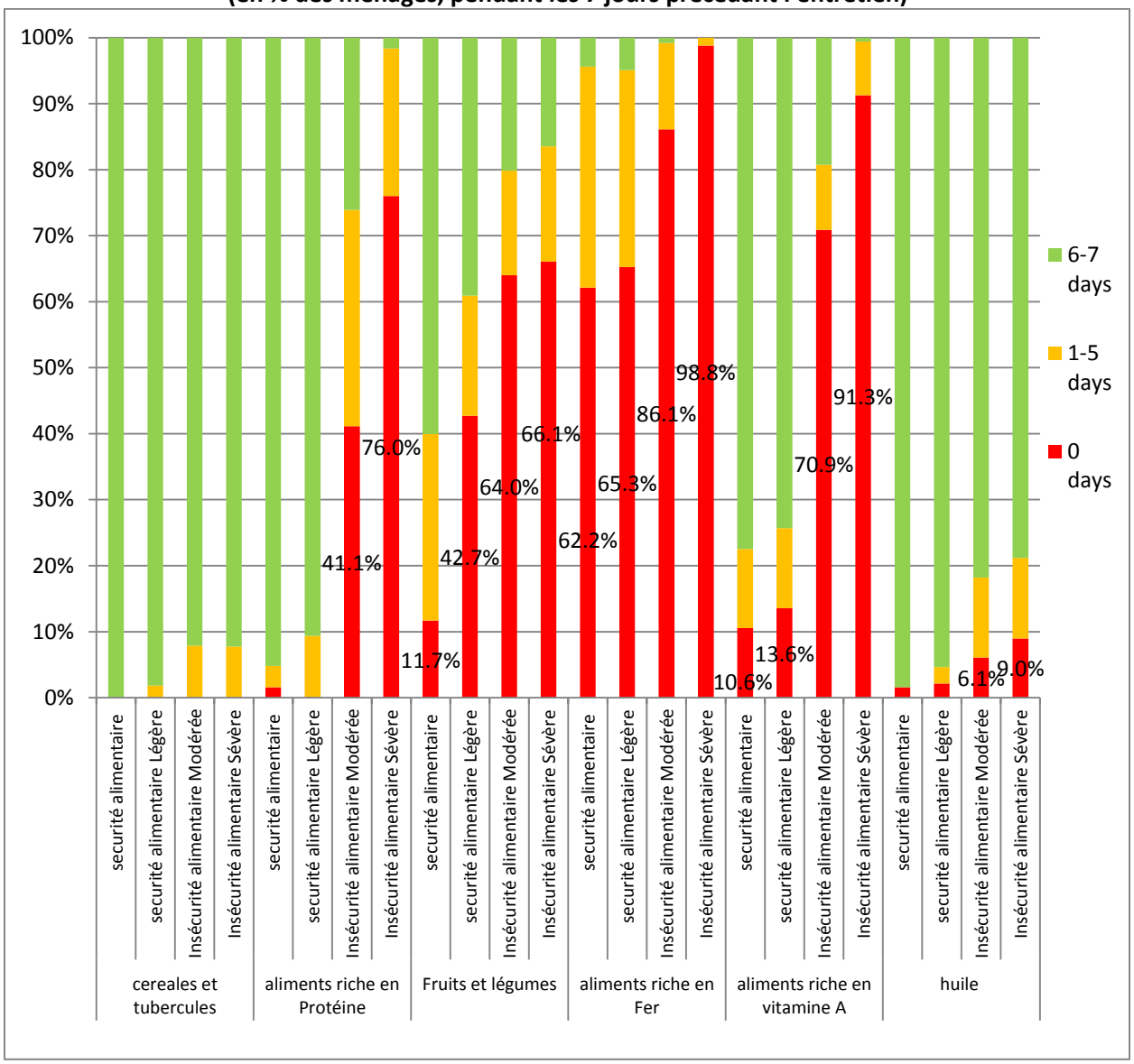
Le graphique 13 ci-dessous montre qu'aucun ménage en insécurité alimentaire sévère n'a consommé des aliments riches en fer et seulement 8,8% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont consommé des aliments riches en vitamine A, dont la quasi-totalité pour moins de 5 jours. L'accès à des aliments riches en fer est problématique pour toutes les classes de sécurité alimentaire, y compris les ménages en sécurité alimentaire dont plus que 65% n'ont pas consommé ces aliments dans les sept jours précédant l'enquête. Par contre, 77,5% des ménages en sécurité alimentaire et 74,3% de ceux en insécurité alimentaire légère ont mangé des aliments à haute teneur en vitamine A 6 ou 7 jours dans la semaine.

La pauvre consommation d'aliments riches en protéines est également un facteur qui accompagne l'insécurité alimentaire. Seulement 1,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère a consommé régulièrement (de 6 à 7 jours) des aliments à haute valeur protéique, tandis que 60% des ménages n'ont eu aucun accès à ces aliments.

De plus, 34% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont consommé pour au moins un jour des fruits et légumes dans la semaine précédant l'enquête, contre 83,3% des ménages en sécurité alimentaire.

Enfin, comme prévu, la consommation de céréales – tubercules et d'huile ne montre pas d'écarts considérables entre les différents groupes de sécurité alimentaire.

Graphique 13: Consommation de certaines catégories d'aliments par groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages, pendant les 7 jours précédant l'entretien)



1.1 Stratégies de survie

Pendant la semaine précédant l'enquête, 81.8% des ménages ont des contraintes d'accès économique à la nourriture. Les ménages ont donc recours à des stratégies de survie pour pallier au

manque de nourriture. Bien que les ménages en insécurité alimentaire (sévère ou modérée) y recourent le plus fréquemment, le pourcentage reste élevé même parmi les ménages en sécurité alimentaire (presque 55%).

Une liste des stratégies de survie utilisées par les ménages est disponible en Annexe 3. Ci-dessous, une présentation des stratégies de survie plus fréquemment utilisées à Djibouti en milieu rural et organisée dans les deux catégories suivantes: stratégies mettant en péril les moyens de subsistance futurs et stratégies d'adaptations alimentaires.

Mise en péril des moyens de subsistance futurs

Pour faire face à la situation, les ménages vendent des biens productifs. Recourir à ces stratégies sévères met en péril leurs moyens de subsistance futurs.

- 23% des ménages ont dû procéder à une vente anormale de bétail ces 6 derniers mois. Parmi eux 78% l'ont fait pour acheter de la nourriture. Environ 47% sont des ménages en insécurité alimentaire sévère, 30 % en insécurité alimentaire modéré et 22,5% sont en sécurité alimentaire.
- 24.8% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 11.4% de ceux en insécurité modérée ont vendu des animaux reproducteurs pendant les 30 jours précédant l'enquête.
- 15.6% des ménages en sécurité alimentaire ont vendu un animal dont 20% ont déclaré avoir recours à cette stratégie pour acheter de la nourriture (vente inhabituelle) pendant les 6 derniers mois.
- 8,3% en insécurité alimentaire sévère ont été obligés de retirer leurs enfants de l'école.

Une proportion importante des ménages en sécurité alimentaire ont ainsi recours à ces stratégies qui mettent en péril leurs moyens d'existence futurs. Ce comportement peut entraîner une future détérioration de leur situation.

Recours à des stratégies d'adaptations alimentaires

Les ménages adoptent aussi des stratégies alimentaires pour faire face au manque de nourriture et d'argent. Les stratégies les plus utilisées sont (des plus utilisées aux moins utilisées):

- ***L'achat d'aliments moins chers et moins préférés*** : cette activité est pratiquée par **39.5% des ménages durant les 7j/7** (52.3% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 34.3% des ménages en insécurité alimentaire modérée, 39.4% des ménages en insécurité alimentaire légère et 43.3% des ménages en Sécurité alimentaire).

- ***28.4% des ménages ont limité la quantité de nourriture aux repas tous les jours de la semaine*** (45.2% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 30.2% des ménages en insécurité alimentaire modérée, 26.1% des ménages en insécurité alimentaire légère et 20% des ménages en Sécurité alimentaire).

- ***Réduire la portion des adultes au profit des enfants (18% des ménages sont concernées)***. Environ 33% des ménages en insécurité sévère la pratiquent, 16% des ménages en insécurité modérée, 15% de ceux en insécurité alimentaire légère et enfin 13.8% des ménages en sécurité alimentaire. En particulier, cette réduction a un impact très négatifs sur l'état nutritionnel et sanitaire des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que sur leurs bébés.

- ***Emprunter des aliments ou compter sur l'aide de la famille ou amis : 13% des ménages pratiquent cette stratégie de survie***. Environ 15% des ménages en insécurité alimentaire sévère sont concernés, 11.9% de ceux en insécurité alimentaire modérée, 8.4% des ménages en insécurité alimentaire légère et 10.3% de ceux en sécurité alimentaire.

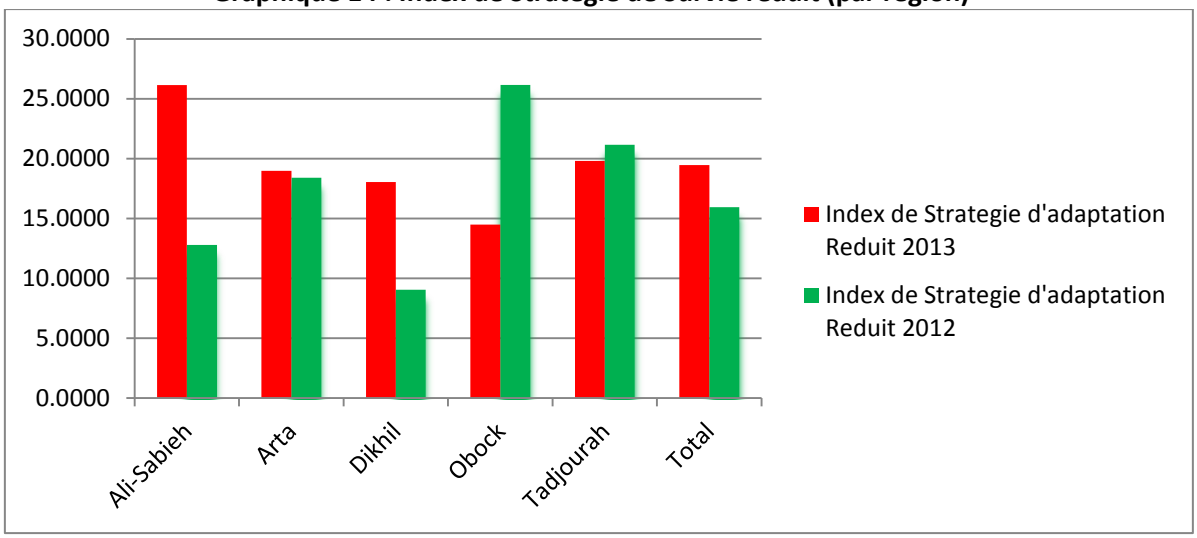
- ***Réduction du nombre des repas par jour (16.2% des ménages)***. Cette pratique est plus répandue chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (34.6% des ménages) et moins pratiquée chez ceux en insécurité alimentaire modérée (15.6%)et en insécurité alimentaire Légère (13.3%).

Les cinq stratégies de survie mentionnées ci-haut sont résumées dans un Index de Stratégie de Survie (ISS) réduit dans lequel le score est proportionnel au niveau de stress par rapport à la sécurité alimentaire[28]. Cet index prend en considération les cinq stratégies de survie adoptées par les ménages au cours des 7 jours précédant l'entretien.

Description par région

Au niveau national, on a assisté à une augmentation considérable de la fréquence d'adoption des stratégies alimentaires de survie. C'est dans les régions d'Ali-Sabieh, de Tadjourah et dans la zone du Nord-Ouest pastoral que les ménages ont le plus recours à des stratégies de survie.

Graphique 14 : Index de Stratégie de Survie réduit (par région)



[28] L'algorithme pour calculer de l'ISS réduit est décrit dans l'annexe …

Au cours de la semaine précédant l'entretien, les ménages en sécurité alimentaire ont adopté seulement la stratégie d'acheter les aliments moins préférés et moins chers, mais avec une fréquence moyenne de 3,86 jours par ménage. Au contraire, les ménages en insécurité alimentaire (sévère, modérée et légère) ont adopté toutes les cinq stratégies. En moyenne, les ménages en insécurité alimentaire sévère ont réduit le nombre de repas journalier dans 3,08 jours par semaine, et ont réduit la consommation des adultes à l'avantage des enfants dans 3,32 jours par semaine.

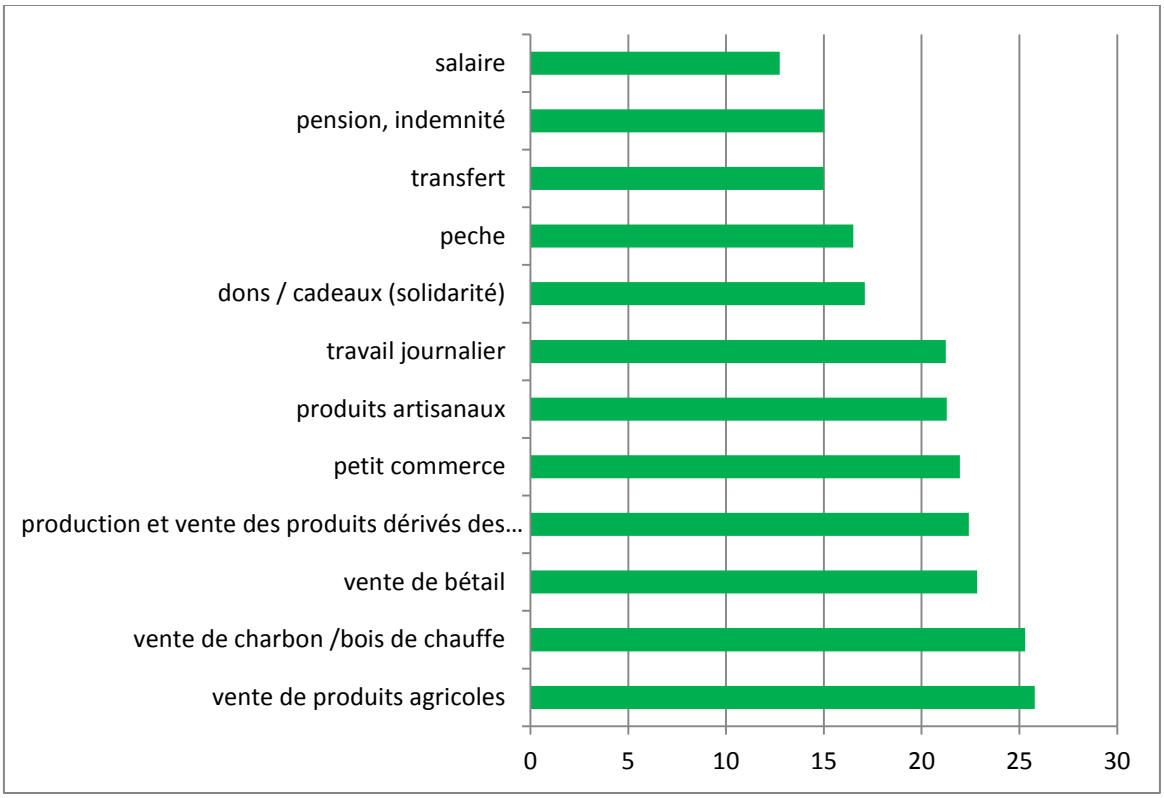
Dans les régions ayant les plus hauts taux d'insécurité alimentaire les ménages font aussi plus fréquemment recours à des stratégies additionnelles mettant en péril les moyens de subsistance futurs. En se référant aux stratégies adoptées dans les trente jours précédant l'entretien, Ali Sabieh reste la région détenant le plus haut pourcentage de ménages ayant acheté des aliments à crédit ou mendié (79,1%), ainsi que la fréquence majeure de ménages qui ont diminué leurs dépenses alimentaires (88,9%). De plus, dans cette région 31,4% des ménages auraient voulu vendre des biens productifs pour améliorer leur consommation alimentaire mais ils n'ont pas pu le faire à cause du fait qu'ils avaient adopté précédemment cette stratégie.

A Arta l'on enregistre le plus haut pourcentage de ménages obligés de retirer leurs enfantes de l'école (9,4%), et de ceux qui ont été obligés d'envoyer leurs filles au travail (8,2%). Enfin, Dikhil compte la plus haute proportion de ménages qui ont été obligés de vendre des animaux reproducteurs (20,6%).

Stratégies de survie et moyens d'existence

L'indice des stratégies de survie est plus élevé pour les ménages ayant comme mode de vie principaux la vente de charbon, la vente des produits agricoles et la vente de bétail.

Graphique 15: Indice des stratégies de survie par groupe de moyens d'existence

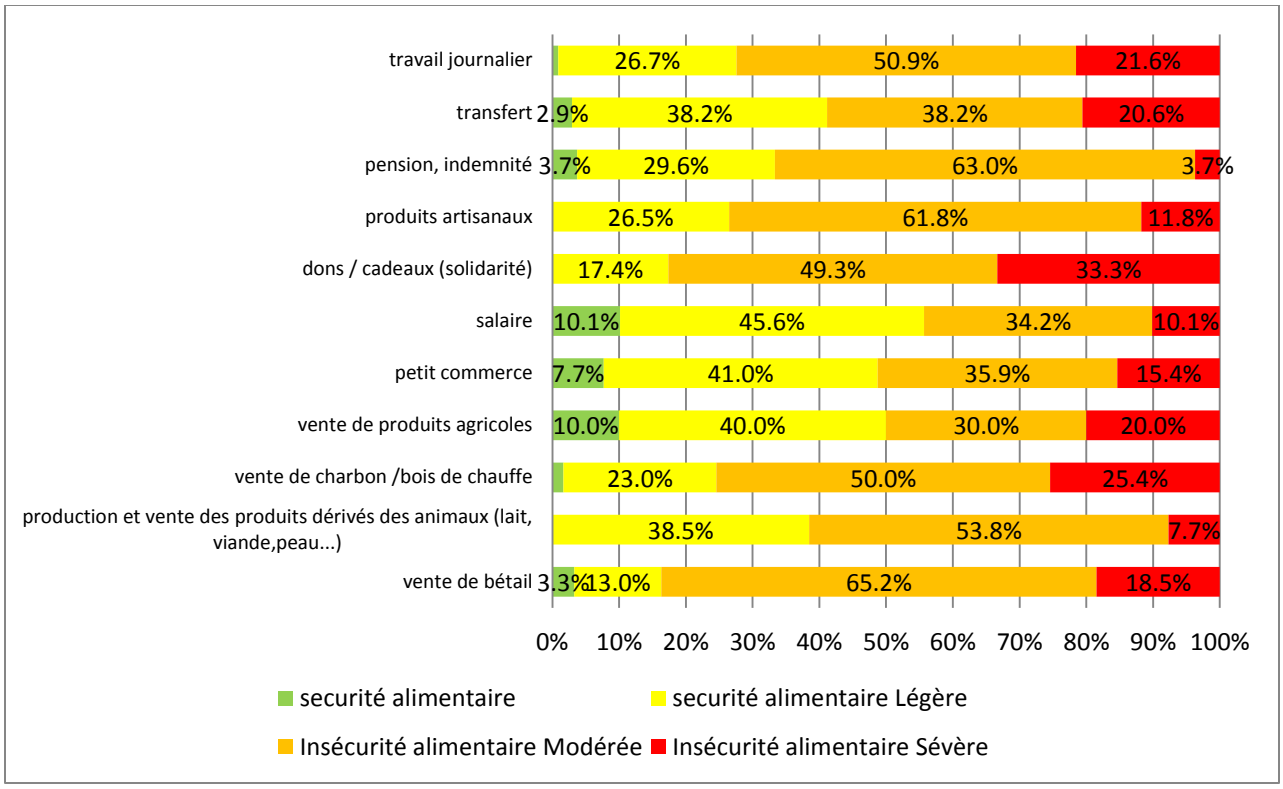


2. Caractéristiques et profils des ménages en insécurité alimentaire

2.1 Moyens d'existence

En milieu rural, les travailleurs journaliers, les ménages qui vivent de la vente de charbon, bois de chauffe et des produits agricoles, ainsi que ceux qui dépendent de l'aide, des dons, des transferts familiaux sont plus exposés à l'insécurité alimentaire sévère. Ces ménages représentent 31.4% de la population enquêtée. La population vivant principalement grâce à la vente de bétail – 11,7% de la population globale enquêtée – est plus exposée au risque d'appartenir au groupe agrégé d'insécurité alimentaire sévère et modérée (83,7%), suivi par ceux dépendant des dons et cadeaux de solidarité (82,6%). Les ménages ayant pou chef un travailleur salarié ont la plus haute chance d'appartenir au groupe de sécurité alimentaire.

Graphique 2: Insécurité alimentaire et moyens d'existence

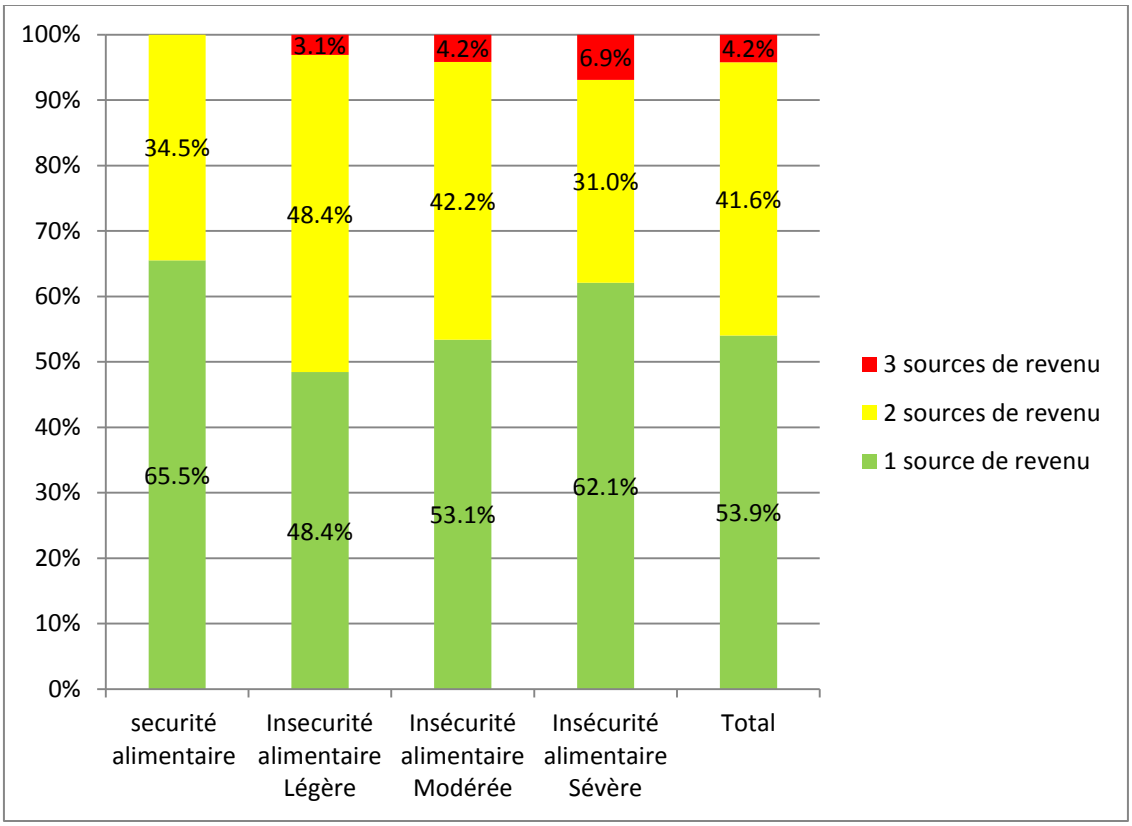


2.2 Sources de revenus

Augmentation de la proportion des ménages ayant deux sources de revenus

La majorité (53.9%) des ménages enquêtés n'ont qu'une seule source de revenus. Environ 41.6% des ménages ont deux sources de revenus, en ligne avec la tendance de l'année 2012. Cette situation indique que les familles ont encore plus de difficultés à faire face à la situation et cherchent à diversifier leurs sources de revenus.

Graphique 17 : nombre de sources de revenu par groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages)



Par conséquence, à un nombre plus élevé de sources de revenu à l'intérieur d'un même ménage ne se traduit pas forcement dans une amélioration du niveau de sécurité alimentaire, vu que les nouvelles activités adoptées généralement ne sont pas les plus profitables, ni les plus soutenables – telles que la vente du bois de chauffe ou de charbon. De plus, il faut considérer que les ménages en insécurité alimentaire ont une plus haute probabilité de bénéficier de dons, dont l'aide alimentaire.

Les dons et l'aide par niveau de sécurité alimentaire

Comme mentionné ci-haut, les dons, aide alimentaire incluse, sont une source indispensable de revenus pour une proportion importante des ménages quelle que soit leur situation de sécurité alimentaire. Sans l'aide alimentaire et le soutien de la famille ou de la communauté, une proportion importante de la population n'aurait aucun moyen de se nourrir. 20% des ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère et 17,3 en insécurité alimentaire modérée ont reçu une assistance alimentaire de la part du PAM.

- Les dons sont la première source de revenus de 8.8% des ménages enquêtés[29]. Ils n'ont pas d'activité rémunératrice comme source de revenus principale et tirent leurs ressources de l'aide de la famille, de la communauté et de l'aide alimentaire. Avec environ 5% des ménages qui dépendent des transferts financiers,

[29] La première source de revenus est celle qui procure plus de la moitié du revenu. En général, elle procure entre 70% et 80% des revenus. La seconde source complémente la première (entre 30 et 20% des revenus).

- Quand les ménages ont une source de revenus principale autre que les dons, les dons restent cependant la seconde source de revenus pour une proportion importante des ménages.
- Pour 15.9% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 8.9% des ménages en insécurité alimentaire modérée et 5.3% des ménages en sécurité alimentaire légère, les dons sont la principale source de revenu.

Source de revenus selon le groupe de sécurité alimentaire

Le graphique 18 montre la composition relative des sources de revenu les plus fréquentes à l'intérieur des différents groupes de sécurité alimentaire. Il est à souligner que le travail salarié est l'élément le plus important parmi les ménages en sécurité alimentaire (55,2%), et décroit jusqu'à 11% dans le groupe de ménages en insécurité alimentaire.

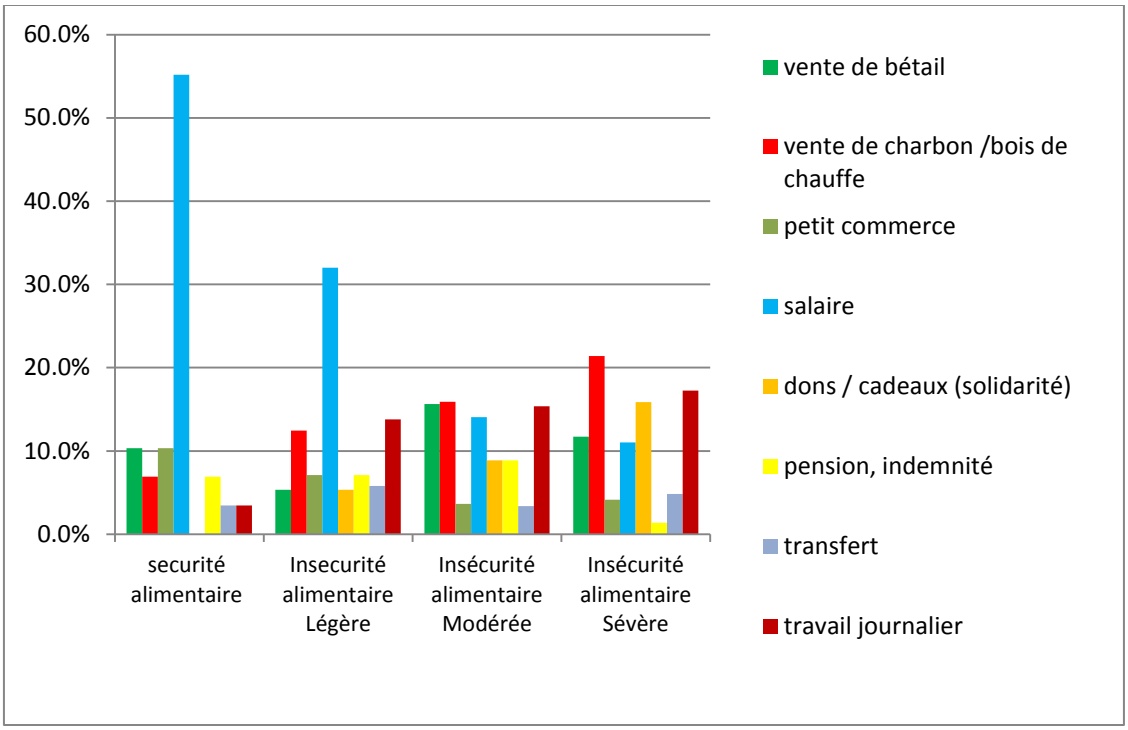
Environ 16% des ménages en insécurité alimentaire sévère dépendent principalement des dons (dont l'aide alimentaire), 11,7% des revenus qu'ils tirent de la vente du bétail et 21.4% de la vente de charbon. La dépendance des dons décroit jusqu'à 8,9% parmi les ménages vivant en insécurité alimentaire modérée et à 5,3% des ménages en insécurité alimentaire légère.

Environ 15.6% des ménages en insécurité alimentaire modérée vivent de leur troupeaux (de la vente du bétail), et 14.1% ont un salaire et 15,4% ont un travail journalier comme première source de revenus.

Concernant les ménages en Sécurité Alimentaire Légère, 32% ont un salaire, 12.9% de la vente de charbon/bois de chauffe et 13.8% ont un travail journalier comme première source de revenus.

Chez les ménages en sécurité alimentaire, à côté du vaste groupe de ménages dépendant d'un chef salarié, 10.3% ont comme activité principale les petits commerces et 10.3% la vente de bétail comme première source de revenus.

Graphique 18: Principale source de revenus des ménages selon leur groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages)



2.3 Biens et bétail

4.3.1 Bétail

Environ 90% des ménages enquêtés possèdent du bétail. Toutes les familles qui possèdent du bétail ont au moins un chameau. Les ménages possèdent sinon surtout des chèvres. Au niveau régional, les ménages de Dikhil et d'Obock sont celles ayant la plus haute fréquence moyenne de ménages possédant des chèvres (respectivement 13,26 et 12,38 chèvres) et des chameaux (0,99 et 1,54).

Par rapport à 2012, on a assisté à une réduction considérable du nombre moyen de chèvres possédées par ménage, qui est passé de 12,80 à 9,40. Le nombre moyen de chameaux par ménage est aussi passé de 1,30 à 0,85 au cours des douze derniers mois. En général, la mortalité du bétail, directement ou indirectement lié à la sécheresse, a touché presque un quart des ménages ruraux, ce qui représente une augmentation de 5% par rapport à l'année 2012.

En général, les ménages en insécurité alimentaire modérée possèdent le plus haut nombre de chèvres et de volaille. Les ménages en sécurité alimentaire dépendent en général moins de l'élevage, bien qu'ils possèdent plus d'animaux de grosse taille tels que les chameaux et les ânes, comme il le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Possession de bétail par groupe de sécurité alimentaire

(Nombre d'animaux en moyenne)

	nombre d'âne possédé	nombre de chameaux possédé	nombre de vache possédé	nombre de chèvres possédé	nombre de moutons possédé	nombre de volaille possédé	Unité de bétail tropical (UBT/ménage)
Securité alimentaire	.64	1.07	.61	8.54	1.39	0.00	2.8107
Securité alimentaire Légère	.51	.77	.77	9.63	1.53	0.00	2.6811
Insecurité alimentaire Modérée	.63	.94	.53	9.87	1.30	.06	2.6481
Insécurité alimentaire Sévère	.48	.71	.07	8.48	1.38	.14	2.0017
Total	.57	.85	.52	9.49	1.38	.05	2.5440

Selon la Croix Rouge Anglaise, il faut trois UBT[30] par personne à un ménage d'éleveurs pour assurer une sécurité alimentaire minimale. Il faudrait ainsi 15 UBT, soit un troupeau de 150 chèvres ou moutons à un ménage de cinq personnes. [31]

Dans cette évaluation, les résultats obtenus ont montré qu'il n'y a pas une différence substantielle en termes de nombre de bétail possédé entre les différents profils de sécurité alimentaire. Si nous prenons comme animal de référence la chèvre - sachant que la chèvre a un coefficient de 0.1 UBT - nous obtenons un écart de 8 chèvres entre les groupes de ménages en sécurité alimentaire et ceux en insécurité alimentaire sévère.

Pour 78,9% des ménages ayant vendu ou échangé au moins un animal au cours des six derniers mois, cet évènement n'est pas considéré comme normal, mais plutôt une stratégie de survie qui pourrait mettre en péril les moyens de subsistance futurs. Les plus hautes proportions de ménages qui considèrent la vente ou l'échange de bétail anormaux ont été repérées à Tadjourah (85,7%), Obock (85,2%) et Ali Sabieh (81,6%).

La relation assez faible entre élevage et production (et consommation) propre, montre que la destination productive du bétail est de plus en plus orienté vers la vente, qui souvent représente une stratégie de survie.

[30] Une UBT est une unité de bétail tropical et représente 250 kg d'un animal. Cette unité permet de comparer les différents troupeaux entre eux (www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/lead/toolbox/Mixed1/TLU.htm). Un chameau correspond environ à 1 UBT alors qu'un mouton ou une chèvre correspondent à 0,1 UBT. A Djibouti, les éleveurs du nord du pays élèvent principalement des bovins alors que dans le sud les troupeaux de moutons ou de chèvres sont plus fréquents. Selon une étude *Review of responses to support rural pastoralists in Djibouti,British Red Cross* (*December 2010*), il faut trois UBT par personne à un ménage d'éleveurs pour assurer une sécurité alimentaire minimale. Il faudrait ainsi un troupeau de 150 chèvres ou moutons à une famille de cinq personnes.

[31] La taille moyenne d'un ménage est de cinq personnes sur la base des données récoltées par l'enquête. Une chèvre ou un mouton valent 0,1 UBT.

4.3.2 Biens

Les ménages possèdent en moyenne 5,18 biens. Il s'agit principalement d'une natte (69,7% des ménages), d'une couverture (72,5%), d'une lampe (67%), d'un jerricane (89,7%) et d'une moustiquaire (37,5%), matelas (43%).

Les ménages en sécurité alimentaire ont en général quelques autres biens au-delà de ces biens de base : 36% des ménages ont un lit, 44% ont une radio, 32% un téléphone et 35% un porte-bagage. La moyenne pour ce groupe est de 6,32 biens par ménage, tandis que pour les ménages en insécurité alimentaire sévère est de 4,27.
Presque 80% des ménages en sécurité alimentaire ont un matelas, tandis que juste 30% de la population en insécurité alimentaire sévère en possède. En termes de régions, Ali-Sabieh et Obock sont celles qui détiennent le moins de biens, avec une différence d'environ un bien par rapport aux autres régions.

Depuis 2012, il n'y a pas des variations importantes par rapport aux biens possédés. L'un des seuls changements à souligner a été l'augmentation de la proportion des ménages possédant un téléphone, passée de 12% à 16,4% et principalement due aux couts moins élevés des téléphones ruraux par rapport aux tarifs urbains.

Le manque de variabilité est aussi dû au fait que les populations rurales, et tout en particulier les populations pastorales, ont la tendance à limiter au minimum le nombre de biens domestiques, en accordant une importance prioritaire aux nombre de bétail.

2.4 Dépenses et pouvoir d'achat

Niveau très bas de dépenses

Le total des dépenses des ménages, utilisé comme un indicateur du revenu des ménages, a été calculée en additionnant la valeur monétaire de toutes les dépenses des produits alimentaires et non alimentaires acquises au cours du mois précédant l'enquête par voie d'achat, et / ou des dons.

Dans l'ensemble, la moyenne des dépenses des ménages (moyenne par jour et par personne) était d'environ 3,996 FDJ par mois, soit environ 0.75 USD. Comme prévu, l'enquête montre qu'il y a de grandes différences dans les niveaux de dépenses par classe d'insécurité alimentaire. Le niveau des dépenses moyennes des individus en insécurité alimentaire sévère est égale à 40% des dépenses des ménages en sécurité alimentaire.

Au niveau de dépenses alimentaires moyennes, les individus vivant en insécurité alimentaire sévère dépensent 70% du total dépensé par ceux en sécurité alimentaire. Lorsqu'on passe aux dépenses non-alimentaires ce pourcentage passe à 13,4%, comme indiqué dans le tableau 5 présenté ci-dessous.

L'augmentation est principalement due à la haute proportion de travailleurs qui comptent sur un source de revenu stable, tels que les salariés parmi les ménages en sécurité alimentaire (55,5%).

Tableau 5: Dépenses moyennes par groupe de sécurité alimentaire

	Dépenses Moyenne / personne (FD)/Mois	Dépenses Alimentaire Moyenne / personne (FD) /Mois	Dépenses non-Alimentaire Moyenne / personne (FD) /Mois	Proportion des dépenses alimentaire sur le total des dépenses (%)
securité alimentaire	7307	3471	3836	48
securité alimentaire Légère	4970	3168	1802	64
Insécurité alimentaire Modérée	3572	2583	989	72
Insécurité alimentaire Sévère	2956	2439	517	82
Total	3996	2757	1239	69

Le total moyen des dépenses par habitant dans les ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère et modérée sont bien au-dessous du seuil minimal d'extrême pauvreté fixé à 1,8 USD par jour par le rapport 2010 sur les objectifs du millénaire pour le développement à Djibouti.

Plus de deux tiers des dépenses consacrées à l'alimentation

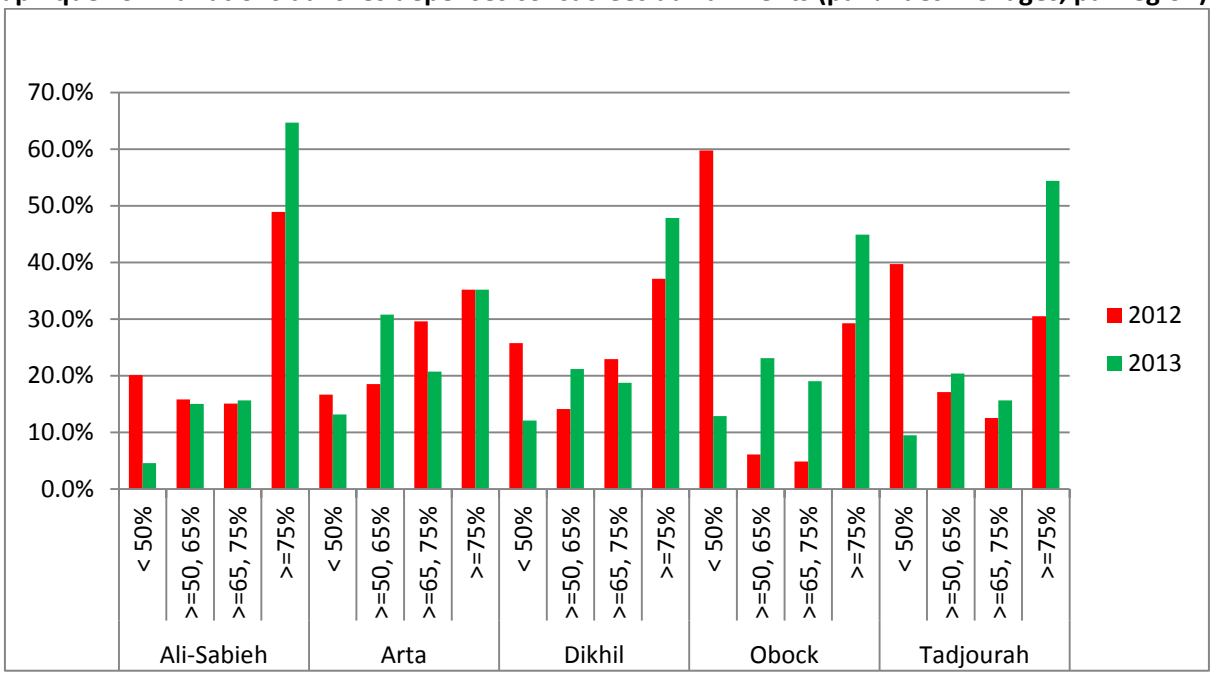
Les ménages consacrent en moyenne 69% de leurs dépenses à l'alimentation. Le reste est consacré aux dépenses non alimentaires.

En fait, cette donnée cache une grande variabilité parmi les différents groups de sécurité alimentaire. La proportion des dépenses alimentaires sur le total des dépenses passe de 82% auprès des ménages en insécurité alimentaire sévère (0,46 USD dépensés pour l'alimentation sur 0,56 USD totaux par personne et par jour) à 48% pour ceux en sécurité alimentaire (0,65 sur 1,32 USD par personne et par jour). Les ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée) consacrent en moyenne 77,5% de leurs dépenses à l'alimentation. Cette part reste élevée même chez les ménages en insécurité alimentaire légère (63.8%, soit 0,60 sur 0,94 USD par jour).

Par rapport à 2012, la proportion de la population destinant plus que 75% de ses dépenses à l'alimentation a augmenté de 13,1%, en passant de 36,2% à 49,3% des ménages. Egalement, la population destinant entre 50 et 75% de leur budget aux dépenses alimentaires a augmenté de 7,3% et représente 40,2% des ménages. Dans le même temps, on a assisté à une réduction considérable de la population destinant moins de 50% à l'alimentation (-20,4%), qui représente juste 10,5% des ménages.

A exception de la région d'Arta, l'augmentation importante du pourcentage de ménages consacrant plus que 75% des dépenses à l'alimentation a touché de manière considérable toutes les régions. En particulier, Tadjourah montre une augmentation de 23,9%, suivie par Ali Sabieh (15,8%) et Obock (15,6%). A Tadjourah et Ali Sabieh, ce changement s'accompagne avec une amélioration de la consommation alimentaire acceptable, principalement due à une augmentation de la consommation d'aliments généralement plus chers et à haut pouvoir nutritionnel, tels que le lait et la viande. A Ali sabieh, cela s'accompagne avec une augmentation considérable de l'index de stratégie de survie.

Graphique 19 : Variations dans les dépenses consacrées aux aliments (par % des ménages, par région)



L'amélioration du régime diététique, n'est pourtant pas à la base du changement encouru à Obock, où la proportion des ménages à consommation pauvre a augmenté de 10,5%, tandis que l'adoption de stratégies de survie alimentaires a diminué. L'augmentation du score de dépense alimentaire pourrait s'expliquer avec la probable réduction des ressources en bétail, accompagné d'une contraction des ressources monétaires moyennes disponibles à la base de l'augmentation de l'incidence des dépenses alimentaires. Cette tendance est en ligne avec l'augmentation des ménages en insécurité alimentaire dans la région.

Enfin, au niveau national on a assisté à une forte réduction des fréquences de ménages destinant moins de 50% de leurs dépenses à l'alimentation, une tendance générale ayant des piques justement à Obock (-46,9%), Tadjourah (-30,2%) et Ali Sabieh (-15,5%). Cette tendance pourrait confirmer la difficulté croissante d'avoir recours à des stratégies de survie afin de sauvegarder la consommation alimentaire des ménages, qui se reflète dans les tendance de sécurité alimentaire dans les trois région, et en mesure mineure, dans les autres zones rurales de Djibouti. Une analyse plus approfondie sur la pauvreté monétaire, ainsi que sur les sources des achats (marchés formel, informel, etc) pourrait fournir des informations importantes dans ce sens et est donc recommandable pour les prochaines enquêtes.

4.5 Accès à l'eau

Faible accès à une source d'eau améliorée

En milieu rural, plus de 60% des ménages enquêtés n'ont pas accès à une source d'eau améliorée. Parmi eux, 41% utilisent un puits de surface.

Eloignement de la source d'eau

La source d'approvisionnement en eau est généralement éloignée du lieu de résidence des ménages: 60.9 % d'entre eux doivent marcher au moins une demi-heure, presque 29% doivent marcher entre une demie heure et deux heure. Presque 10% des ménages marchent plus de deux heures pour avoir accès à une source d'eaux - 6.4% entre deux heures et une demi-journée, 2.7% entre une 12 et 24 heures.[32]

Les ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée) doivent généralement marcher un peu plus pour accéder à une source d'eau. Pourtant, ces différences ne sont pas considérables. Presque 90% des ménages en sécurité alimentaire vivent à moins de deux heures de marches d'une source d'eau, contre environ 85% des ménages en insécurité. 11,8% des ménages en insécurité alimentaire sévère doit marcher plus de deux heures. Il faut mentionner à ce niveau, que l'accès à l'eau a été amélioré au fil des années à Djibouti, les partenaires dans le domaine de l'eau ont renforcé l'effort du Gouvernement pour améliorer l'accès à l'eau pour les ménages ruraux avec des projets de réalisation de puits et des forages ainsi que de captage de l'eau des pluies. Dans le contexte semi-aride de Djibouti, cet effort doit être maintenu et renforcé.

Tableau 1: Temps pour accéder à une source d'eau / groupe de sécurité alimentaire

	le temps pour aller et revenir à la source			
	moins d'une demi-heure	entre une demi-heure et deux heures	2 heures à une demi-journée	une demi-journée et une journée
securité alimentaire	72.4%	17.2%	0.0%	10.3%
Insecurité alimentaire Légère	64.9%	27.1%	6.7%	1.3%
Insécurité alimentaire Modérée	58.8%	33.4%	5.4%	2.3%
Insécurité alimentaire Sévère	57.9%	27.6%	9.7%	4.1%
total	60.9%	29.9%	6.4%	2.7%

L'accès à l'eau est le plus difficile dans la région d'Obock, où la proportion de ménages qui doivent marcher pour plus que deux heures pour accéder à une source d'eau est 23,4%, suivi par Dikhil (8,4%) et Tadjourah (7,80%). Arta est la région qui enregistre le plus haut pourcentage de population qui accède à

[32] Selon le Projet Sphère et les standards humanitaires fixés, la source d'eau ne doit pas être à plus d'une demie heure.

une source d'eau en moins de 30 minutes (88.1%) suivie par Ali-Sabieh avec 69,9%. Cela est en ligne avec la géographie des déficit hydriques prévalents dans les zones de moyens d'existence du Nord-Ouest et du Centre.

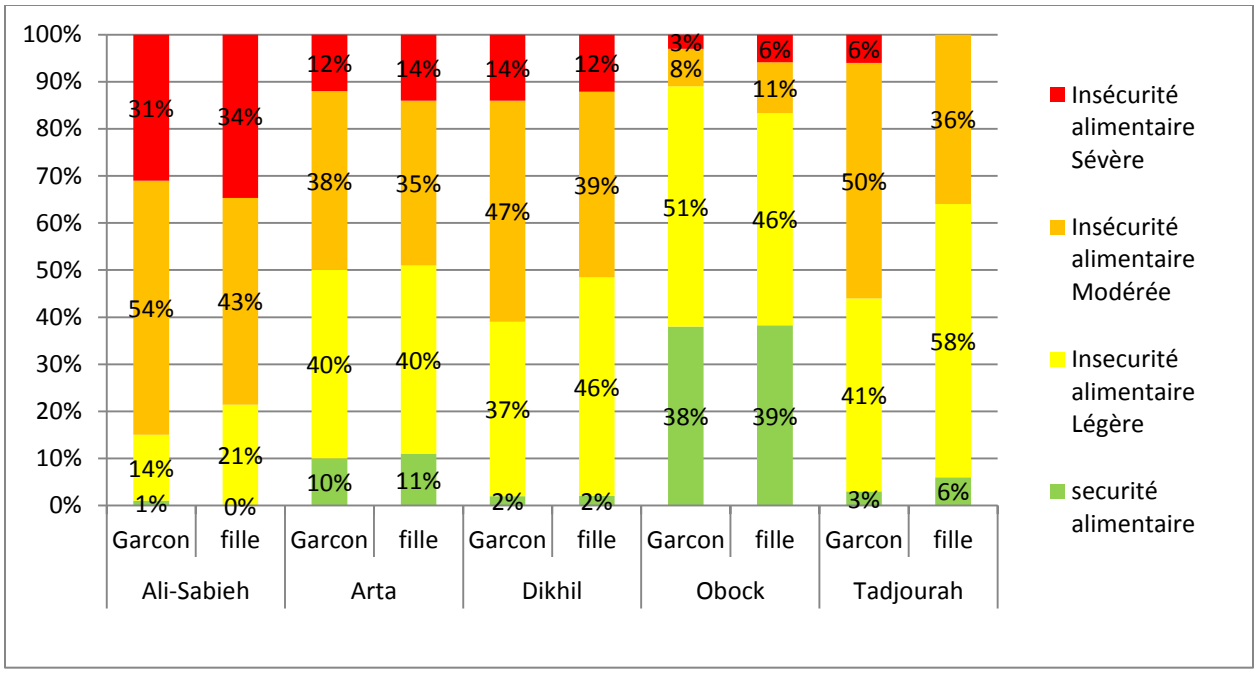
Tableau 2: Temps pour accéder à une source d'eau par région

le temps pour aller et revenir à la source				
	moins d'une demi-heure	**entre une demi-heure et deux heures**	**2 heures à une demi-journée**	**une demi-journée et une journée**
Ali Sabieh	69.90%	24.80%	3.90%	1.30%
Arta	88.10%	11.30%	0.60%	0.00%
Dikhil	57.60%	33.90%	4.20%	4.20%
Obock	34.40%	42.20%	16.90%	6.50%
Tadjourah	53.90%	37.70%	6.50%	1.30%
total	60.90%	29.90%	6.40%	2.70%

4.6 Education et santé

Parmi la population ayant des enfants en âge d'être scolarisés (6 à 11 ans), 72.4% des enfants fréquentent l'école fondamentale. Pour les restants, les raisons principales fournies au niveau des ménages pour expliquer leur absence sont en ligne avec les tendances des enquêtes 2009, 2010, 2011 et 2012 : i) la distance trop élevée de l'école, ii) les enfants doivent s'occuper du bétail ; iii) les enfants doivent rester à la maison pour aider le ménage ; iv) les couts trop élevés de l'inscription et des fournitures scolaires demeurent.

Graphique 20 : Accès à l'école primaire (6 à 11 ans) en fonction du groupe de sécurité alimentaire (en %, par région)



Les catégories de sécurité alimentaire des étudiants reflètent les tendances régionales de prévalence des groupes de sécurité alimentaire. Il est à souligner qu'une partie considérable d'enfants en insécurité alimentaire fréquentent les écoles bien qu'il y a beaucoup de contraintes qui pourraient justifier leurs absence. Cela peut être en partie expliqué grâce aux programmes d'aide alimentaire conduits par les agences humanitaires, tels que les projets de cantines scolaires et les rations de motivation (par exemple *take-home rations*).

Au niveau d'accès aux services de santé, seulement 16 des 76 villages visités (21%) avaient un centre de santé contre 16 sur 73 villages visités l'année dernière (22%). Dans au moins 42 des autres villages, les centres de santé le plus proche se trouve à plus d'une demi-heure de distance. En particulier, pour 63% des ménages le centre de santé le plus proche se trouve à plus d'une heure de chez eux, tandis que pour 24,3% à moins de 30 minutes. L'accès à la sante et à la sensibilisation sanitaire et nutritionnelle peut aussi influencer le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans.

Selon les informateurs clé, les soins fournis à la population seraient gratuits et tous les centres de santé étaient régulièrement opérationnels au moment de l'entretien.

Selon les informateurs clés, les maladies infantiles étaient liées à des infections respiratoires aggravées (mentionne en 95% des villages) à la diarrhée (62%) et à la malnutrition (95%), tandis que les maladies des adultes étaient liées principalement à des infections respiratoires aggravées (93%). Par rapport à 2011, dans 84% des communautés, les informateurs clés ont indiqué que les adultes aussi souffrent de malnutrition.

3. Les causes de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche principalement les ménages souffrant d'une grande pauvreté chronique exacerbée par le manque d'opportunités de travail et un certain nombre de chocs qui se répètent d'année en année, et tout en particulier la sécheresse récurrente.

Les principaux chocs subis par les ménages dans les douze mois précédant l'enquête sont les suivants:

- La sécheresse (34.5% des ménages) ;
- Le niveau élevé des prix des denrées alimentaires (24%) ;
- La mort du bétail qui est liée à la sécheresse (21,4%) : ce chiffre a connu une augmentation de 5% par rapport à l'année 2012 ou le taux était de 16.7% ;
- Diminution du revenu d'un membre du ménage (6%)
- La faible reproduction du bétail (4,2%%).
- Perte d'emploi d'un membre du ménage (4,4%)

Chaque enquête menée depuis 2009 a identifié dans les chocs mentionnés ci-haut les principaux facteurs d'insécurité alimentaire des ménages.

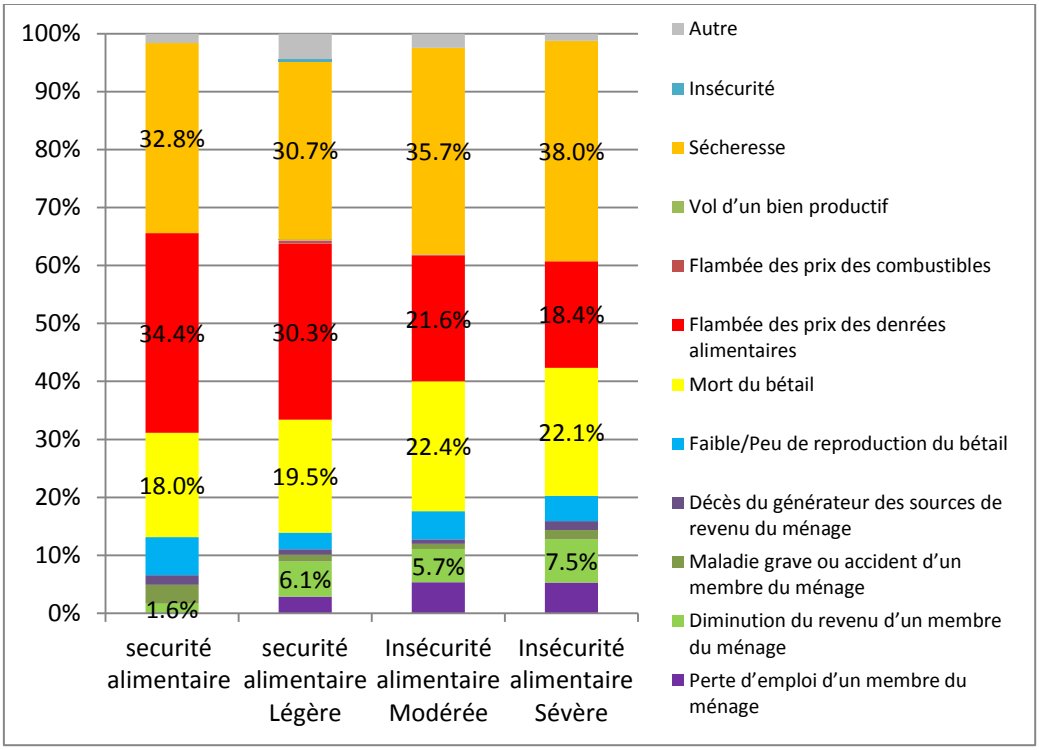
L'impact de ces facteurs a été considérable sur les moyens d'existence des ménages ruraux et sur leur niveau de sécurité alimentaire: environ 92% des ménages ont indiqué que les chocs ont entraîné une diminution de leurs revenus et pour 92% d'eux cela a entraîné une diminution de capacité à se procurer de la nourriture.

Par ailleurs, 58% des ménages estiment que leurs revenus sont inférieurs à ceux de l'année dernière. Chez les ménages en insécurité alimentaire cette proportion est de 64%.

Il est intéressant de souligner que la diminution du revenu d'un membre du ménage était un des plus importants chocs pour les profils en Insécurité Alimentaire Légère (6.1%). En effet, ce profil est celui qui dépense plus de 60% de son revenu pour accéder à la nourriture.

Par ailleurs, la flambée des prix des denrées alimentaires décroit avec l'augmentation de la classe d'insécurité alimentaire, vu que les ménages en sécurité alimentaire dépendent dans 55% des cas du travail salarié, et ont besoin de pouvoir sauvegarder leur pouvoir d'achat. De plus, bien que l'on assiste à une augmentation des ménages en insécurité alimentaire dépendant des marchés, ce groupe – dont une grande partie des ménages vit grâce à l'élevage du bétail ou à la vente du charbon - mentionnent la sécheresse parmi les principaux chocs.

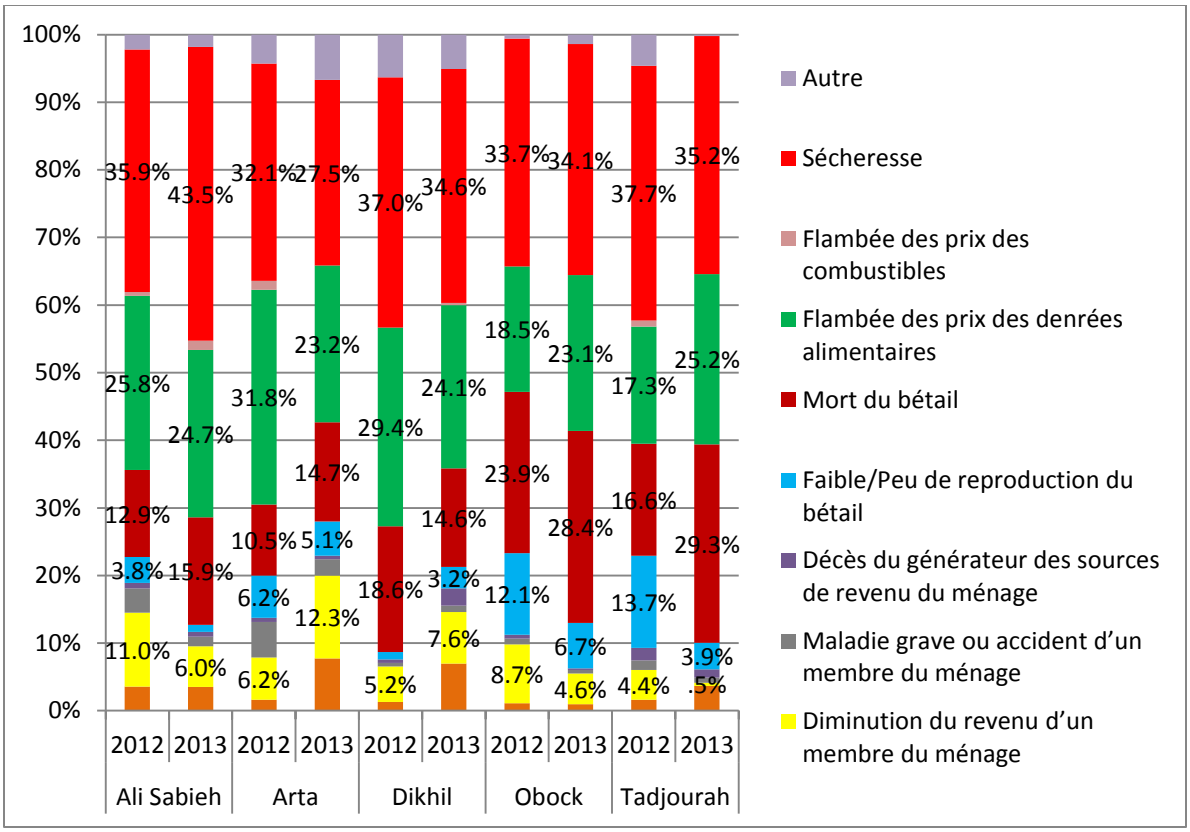
Graphique 21: Chocs subis par groupe de sécurité alimentaire (en % des ménages)



Par rapport aux principales causes d'insécurité alimentaire, en 2013 les ménages ont fourni des réponses cohérentes avec les tendances de 2012, à l'exception de l'augmentation (5%) des ménages indiquant la mort de bétail comme le principal choc. Cela touche presque un tiers des ménages à Tadjourah, Obock et Ali Sabieh, où l'augmentation dans les douze derniers mois a été respectivement de 12,7%, 4,5% et 3%. Cela est en ligne avec la proportion de ménages vivant grâce à la vente du bétail, qui est plus haut à Ali Sabieh (19,6%), suivi par Obock (17%) et Tadjourah (11,1%).

Cet aspect expliquerait aussi le fait que, par rapport à 2012, Ali Sabieh a signalé une augmentation importante des ménages indiquant la sécheresse comme le principal facteur d'insécurité alimentaire (7,6%).

Graphique 22 : Tendance des principaux chocs (en % ménages, par région)



Par rapport à 2012, la perception de la flambée des prix comme cause principale d'insécurité alimentaire a diminué à Arta (-8,6%), à Dikhil (-5,3%) et à Ali Sabieh (-1,1%), mais elle a augmenté à Tadjourah (7,9%) et Obock (4,6%). Cela est en ligne avec l'augmentation considérable dans ces trois régions de la proportion de ménages destinant plus de 75% aux dépenses alimentaire, ainsi que une contraction encore plus importante des ménages destinant moins de 50%.

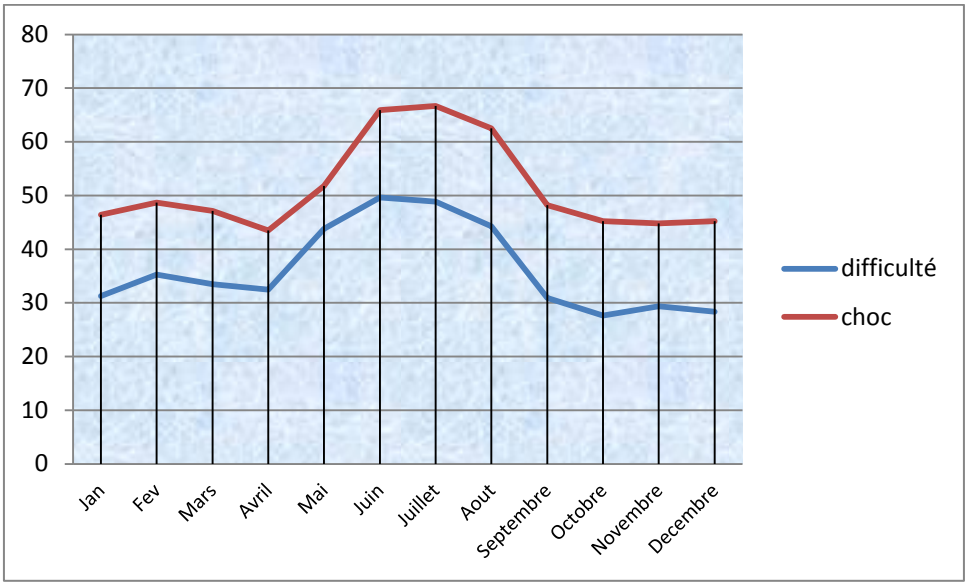
4. Saisonnalité des difficultés

Période de difficultés: de mai à septembre

Toutes les données collectées relatives à la saisonnalité montrent qu'en 2012, l'insécurité alimentaire est plus forte de Mai à Septembre avec un sommet en Juin et Juillet. Ce sont les mois où les ménages ont le plus de difficultés pour se procurer de la nourriture. Les ménages ont invoqué les raisons suivantes pour expliquer les pics de vulnérabilité entre Mai et Septembre :

- Il s'agit de la période de sécheresse (49.6% des ménages)
- Ils ont moins de travail et de revenus (24.6% des ménages)
- Les prix des denrées sont plus élevés (18.7% des ménages)

Graphique 23: Tendance de vulnérabilité des ménages liées à la capacité de se procurer suffisamment de nourriture et saisonnalité des chocs



La vulnérabilité aux facteurs d'insécurité alimentaire est très élevée pendant la période de soudure, lorsque les ménages ont plus de difficulté à se procurer suffisamment de nourriture.

Les chocs sont donc plus importants entre les mois de Mai à Septembre - les mois les plus chauds de l'année – qui sont marqués par une hausse des prix de la nourriture, les pénuries d'eau, et la réduction des opportunités d'emploi. C'est une période où ces chocs concomitants affectent aussi les ménages en Sécurité Alimentaire et les basculent vers l'Insécurité Alimentaire.

5. Insécurité alimentaire et assistance

Aide alimentaire insuffisante pour assurer la sécurité alimentaire

Environ 80% des ménages ruraux interrogés ont reçu des vivres par des organisations humanitaires pendant les 12 derniers mois. Pourtant, 20% de ces ménages sont en insécurité alimentaire sévère et 50% en insécurité alimentaire modérée.

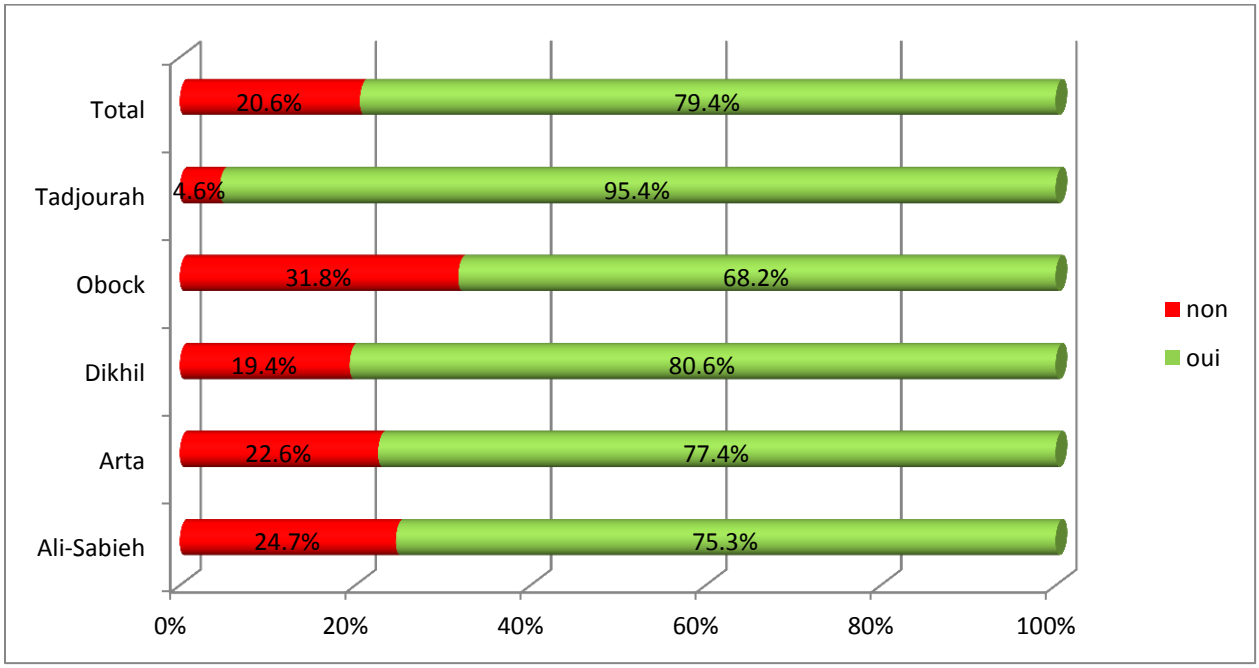
Plusieurs explications peuvent être avancées à cet égard:

- Les ménages partagent la ration avec les autres membres de la communauté.
- Les ménages revendent une partie de la ration pour se procurer d'autres biens.
- Les conditions générales de vie des ménages avaient conduit à l'épuisement des biens à cause de stratégie de survie ayant un impact sur leurs moyens de vie. Pour ces ménages avec peu de biens et de sources de revenus l'aide alimentaire n'est pas suffisante pour assurer leur sécurité alimentaire.[33]

[33] La sécurité alimentaire étant entendue au sens large, au-delà de la consommation alimentaire.

Au niveau national, 79,4% des ménages ont reçu une aide alimentaire pendant les six mois précédant l'évaluation, avec un pique considérable dans la région de Tadjourah (95,4%). Les chiffres au niveau national divergent avec celles au niveau de groupe de sécurité alimentaire. La pratique du sous-partage de l'aide au niveau de clan, de communauté et de village est considérée comme une forme de solidarité entre les ménages, et pourrait être à la base de cette divergence. Le sous-partage est un élément de protection sociale dérivant de la faible implication de la communauté locale à cibler de façon rationnelle les ménages les plus vulnérables, ainsi qu'une mesure préventive de l'insécurité alimentaire liée aux coutumes et traditions d'une culture traditionnellement pastorale.

Graphique 24: Distribution régionale de l'aide alimentaire (en % des ménages bénéficiaires)



6. Situation nutritionnelle

Pour disposer des données plus récentes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans, il a donc été jugé pertinent de réaliser une enquête nutritionnelle représentative au niveau rural et validée par le *cluster nutrition* actif dans les pays.

Cette enquête a pour but de mettre à la disposition des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire des données nutritionnelles fiables concernant les indicateurs nutritionnels sur l'ensemble des zones rurales du pays. Les résultats de cette enquête permettront alors de dresser un portrait de la situation nutritionnelle actuelle et d'orienter les interventions en ciblant les zones les plus à risque de malnutrition. Par ailleurs, le dernier portrait global de la situation nutritionnelle dans tout le pays remonte à la dernière enquête SMART qui date de début 2011.

Pour répondre à la nécessité de disposer rapidement des données fiables, il a été décidé d'appliquer la méthodologie ***Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions*** (**SMART**). SMART est une méthode d'enquête anthropométrique conçu pour les situations d'urgence nutritionnelle. Cette méthodologie peut produire rapidement des données de base décrivant le portrait nutritionnel des enfants. De plus, elle est aussi indiquée pour évaluer l'impact des interventions mises en place en cas d'urgence nutritionnelle.

L'application de cette méthodologie, la planification, la formation, la mise en œuvre de l'enquête jusqu'au traitement et l'analyse des données, a permis de réaliser une enquête nutritionnelle en milieu rural dont les resultats sont présentés ci-dessous.

8.1. STATUT NUTRITIONNEL DES ENFANTS (6-59MOIS)

Malnutrition Aiguë Globale

La malnutrition aigüe globale est le résultat des mesures anthropométriques de poids et taille. Les résultats montrent une situation nutritionnelle alarmante des enfants de moins de 5 ans vivant dans les zones rurales de Djibouti. Sur l'ensemble de l'échantillon, **18%** des enfants entre les âges de 6 et 59 mois souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG). Parmi eux, **13,9%** souffrent d'une malnutrition aiguë modérée (MAM) et **4,1%** d'une malnutrition aiguë sévère (MAS). Ces niveaux sont supérieurs aux seuils d'urgence de 10 % de MAG. Il faut rappeler à ce niveau, que l'intervalle de confiance est large (12.6 – 24.9) cependant, il est important de souligner que même la valeur la plus basse (12.6%) reste toujours supérieure aux seuils d'urgence.

Tableau 8 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) et par sexe

	Ensemble n = 691	**Garcon** n = 355	**Fille** n = 336
Prévalence de la malnutrition aiguë (<-2 z-score et/ou œdème)	(124) 17.9 % (12.6 - 24.9 95% C.I.)	(68) 19.2 % (14.7 - 24.6 95% C.I.)	(56) 16.7 % (10.3 - 25.9 95% C.I.)
Prévalence de la malnutrition aiguë moderee(<-2 z-score et >=-3 z-score, pas d'œdème)	(96) 13.9 % (9.4 - 20.1 95% C.I.)	(58) 16.3 % (10.7 - 24.1 95% C.I.)	(38) 11.3 % (7.4 - 17.0 95% C.I.)
Prévalence de la malnutrition aiguë severe(<-3 z-score et/ou oedeme)	(28) 4.1 % (1.8 - 8.7 95% C.I.)	(10) 2.8 % (1.0 - 7.9 95% C.I.)	(18) 5.4 % (2.2 - 12.5 95% C.I.)

La prévalence de l'œdème, indiquant une malnutrition sévère avec complications est 0.4 %.

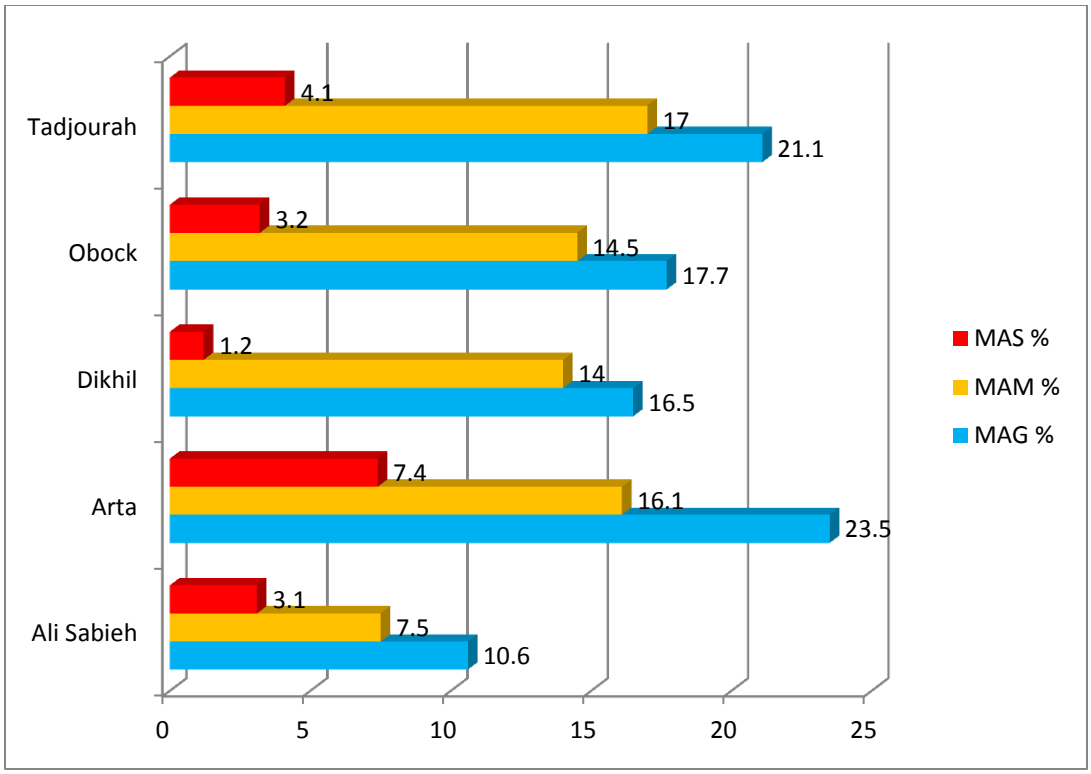
La situation de la malnutrition aiguë varie avec l'âge de l'enfant. Les taux de malnutrition aiguë globale qui peuvent être qualifié comme critiques et sérieux ont été relevés chez les plus jeunes et chez ceux de plus de 42 mois. En particulier, le taux de malnutrition aiguë sévère chez les enfants entre 6 à 17 mois est de 5.8%, tandis que pour les enfants entre 42 et 53 mois est de 5.5%. Egalement, les cas d'œdème et de malnutrition modérée ont des fréquences plus hautes dans ces mêmes classes d'âge.

Tableau 9 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) par âge

		MAS (<-3 z-score)		MAM (>= -3 and <-2 z-score)		Etat Normal (> = -2 z score)		Oedeme	
Age (mo)	Total no.	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
6-17	171	10	5.8	28	16.4	132	77.2	1	0.6
18-29	157	2	1.3	12	7.6	143	91.1	0	0
30-41	169	3	1.8	27	16	139	82.2	0	0
42-53	127	7	5.5	11	8.7	108	85	1	0.8
54-59	67	3	4.5	18	26.9	45	67.2	1	1.5
Total	691	25	3.6	96	13.9	567	82.1	3	0.4

Quant aux zones géographiques, les résultats de l'enquête indiquent une prévalence de la Malnutrition Aigüe très élevée dans les régions d'Arta (23,5%) et de Tadjourah (21,1%). Ces régions ont aussi les plus hauts taux de malnutrition aigüe sévère – 7,4% à Tadjourah, 4,1% à Arta. Cette situation est tout de même très alarmante à l'échelle nationale ou les seuils ont dépassés les 15% de MAG (selon les seuils fixés par l'OMS fixe à 10% de MAG pour l'urgence).

Graphique 25 : Prévalence de la malnutrition aiguë exprimée (z-scores) par région



La région d'Arta est la seule ayant enregistré en 2013 une augmentation de ménages vivant en insécurité alimentaire sévère. En fait, aujourd'hui Arta a l'une des plus hautes proportions de ménages en situation de sécurité alimentaire sévère (17,2%). Arta et Tadjourah ont des très hauts pourcentages de ménages ayant consommation alimentaire pauvre (34% à Arta et 40,6% à Tadjourah). De plus, la distance moyenne des ménages d'Arta vers les centres de santé le plus proches est parmi les plus baisses – 73,6% de la population se rendent dans moins d'une heure. Tadjourah a la plus haute distance moyenne vers les centres de santé avec plus d'une heure pour 86,4% des ménages.

En termes d'accès à l'eau, la région d'Arta fait enregistrer la moindre distance vers une source d'eau potable; moyennement, moins de trente minutes séparent 88,10% de la population à la source d'eau potable la plus proche. Pourtant, la région d'Arta signale une prévalence des maladies diarrhéiques de 52,6% . De plus, 64,8% des enfants ont eu de la fièvre durant les deux semaines précédant l'enquête.

Les facteurs mentionnés ci-haut, et tout en particulier la prévalence de maladies diarrhéiques semble être à la base des hauts taux de MAG et de MAS dans les deux régions.

Ali Sabieh signale parmi les taux les plus bas de maladies diarrhéiques parmi les enfants (15,9%). Cette région enregistre à la fois le taux les plus bas de MAG (10,6%) et de MAM (7,5%), et parmi les taux les plus hauts de consommation alimentaire pauvre (43,8%) et de ménages vivant en insécurité alimentaire sévère (37,3%). Ali Sabieh a aussi un accès favorable aux services de santé, la plus haute proportion de ménages se trouvant moyennement à moins de trente minutes de distance du centre de santé le plus proche(41,2%), contre 38% à Arta, Dikhil (24%), Obock (11%) et Tadjourah (5,2%).

Avec 17,7%, Obock est la troisième région en termes de prévalence absolue de malnutrition aigüe globale. Cela est dû à une série de facteurs incluant : i) une difficulté d'accès à l'eau – 23,4% de la population doit se déplacer pour plus de deux heures vers une source d'eaux (contre 0,6% d'Arta, 5,20 d'Ali Sabieh, 7,80 de Tadjourah et 8,40% de Dikhil) – ii) une consommation alimentaire pauvre pour 44,2% des ménages - principalement due à une réduction considérable de la consommation de lait, de viande et d'autres aliments riches en fer et vitamine A depuis 2012 – iii) une distance moyenne importante des centres de santé - 83% des ménages se rendent au centre le plus proche dans plus d'une heure.

En conclusion, la prévalence de maladies diarrhéiques est l'un des facteurs qui plus influencent le taux de MAG au niveau des régions. Cela est en ligne avec les informations valides au niveau national ; l'enquête nutritionnelle a permis de constater que 63% des enfants entre 6 à 59 mois – parmi 56% de ceux qui ont répondu à ce sujet - ont eu de la fièvre, et 34% ont déclaré avoir souffert de la diarrhée dans les deux semaines précédant l'enquête. 48 % d'entre eux n'ont pas été emmenés à un centre médical.

Enfin, il est très important de souligner que les régions d'Arta, Tadjoura et Dikhil enregistrent le taux le plus bas d'enfants inscrits dans des programmes nutritionnels au moment de l'entretien. A Arta le pourcentage est de 28,9%, contre 20,7% à Tadjourah et 8,9% à Dikhil. L'attention des agences actives dans de programmes nutritionnels à tendance à se concentrer dans les régions d'Obock (62,1% des enfants inscrits) et d'Ali Sabieh (44,9%).

Malnutrition Chronique

Retard de croissance

Le retard de croissance ou malnutrition chronique[34] correspond à une inadéquation de la croissance en taille par rapport à l'âge (Taille/Age<-2 ET) des enfants de 6 à 59 mois. Elle traduit un état de malnutrition passé ou chronique et est la conséquence d'une alimentation inadéquate pendant une longue période et/ou d'épisodes répétés de maladies, en particulier diarrhéiques. En effet, une sous-alimentation prolongée entraîne un retard de croissance de la taille et du poids à des degrés assez comparables.

Les résultats de l'enquête révèlent que la prévalence globale de la malnutrition chronique se situe à **35,2%** avec des disparités qui ne sont pas vraiment significative entre les genres. Cette valeur demeure dans la catégorie de haute sévérité de malnutrition chronique, juste au-dessous du seuil de tolérance critique fixé par l'OMS à 40%.

[34] La malnutrition chronique est définie comme un rapport taille/âge inférieur à moins 2 écarts type (ET) de la médiane de la population de référence, OMS (2006).

Tableau 10: Prévalence de la malnutrition Chronique ou retard de croissance exprimée (z-scores) et par sexe

	ensemble n = 691	Garcon n = 355	Fille n = 336
Prevalence de Malnutrition Chronique (<-2 z-score)	(243) 35.2 % (25.9 - 45.6 95% C.I.)	(130) 36.6 % (29.0 - 45.0 95% C.I.)	(113) 33.6 % (22.1 - 47.5 95% C.I.)
Prevalence de Malnutrition Chronique Moderee (<-2 z-score and >=-3 z-score)	(165) 23.9 % (18.8 - 29.8 95% C.I.)	(91) 25.6 % (18.9 - 33.8 95% C.I.)	(74) 22.0 % (17.0 - 28.0 95% C.I.)
Prevalence de Malnutrition Chronique severe (<-3 z-score)	(78) 11.3 % (5.7 - 21.1 95% C.I.)	(39) 11.0 % (5.6 - 20.3 95% C.I.)	(39) 11.6 % (5.7 - 22.3 95% C.I.)

La malnutrition chronique sévère ne varie pas entre les deux sexes. La malnutrition chronique modérée parmi les garçons fait signer une prévalence légèrement supérieure aux filles.

Insuffisance pondérale

Les résultats de l'enquête indiquent que presque un enfant sur trois (**30.2%**) souffre d'insuffisance pondérale (Poids/Age<-2 ET), et **7.4%** est affecté par la forme sévère d'insuffisance pondérale (Poids/Age<- 3 Z-score).

Tableau 11: Prévalence de l'insuffisance pondérale exprimée (z-scores) et par sexe

	ensemble n = 688	Garcon n = 353	Fille n = 335
Prevalence de l'insuffisance ponderale (<-2 z-score)	(208) 30.2 % (18.8 - 44.8 95% C.I.)	(112) 31.7 % (20.5 - 45.6 95% C.I.)	(96) 28.7 % (16.5 - 45.0 95% C.I.)
Prevalence de l'insuffisance ponderale moderee (<-2 z-score and >=-3 z-score)	(157) 22.8 % (15.5 - 32.2 95% C.I.)	(92) 26.1 % (16.9 - 37.9 95% C.I.)	(65) 19.4 % (13.5 - 27.1 95% C.I.)
Prevalence de l'insuffisance ponderale severe (<-3 z-score)	(51) 7.4 % (3.5 - 15.1 95% C.I.)	(20) 5.7 % (3.0 - 10.3 95% C.I.)	(31) 9.3 % (3.2 - 23.8 95% C.I.)

8.2. STATUT NUTRITIONNEL DES FEMMES (15-49ans)

Pour mieux comprendre la situation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes des ménages interviewés, l'analyse s'été basée sur la mesure du périmètre brachial – *Mid-Upper Arm Circumference* (MUAC).

L'échantillon était composé de 457 femmes de 15 à 49 ans.

Le périmètre brachial n'étant qu'un indicateur de substitution, il ne donne qu'une tendance ou un dépistage général de la malnutrition. Des mesures supplémentaires sur le rapport poids/taille, ainsi que des données sur l'âge, et des mesures *Hemocue*) seraient nécessaires afin de définir les niveaux de malnutrition exacte pour les femmes en âge de procréer ainsi que la prévalence de la déficience en micronutriment, en vitamines (spécialement la vitamine A) et en Fer. Cependant, le périmètre brachial permet de repérer des informations préliminaires permettant d'identifier où il y a un problème de malnutrition dans l'attente de conduire une enquête plus approfondie. En plus de cela lors de la saisie des données il a été remarque que certaines mesures étaient très exagérées ce qui peut mettre du doute dans les résultats, un travail de nettoyage et de vérification a été menée pour se rapprocher le plus possible de la réalité. il est important ici de noter qu'il faut plutôt prendre les résultats comme une tendance alarmante et plaidoyer pour une étude plus approfondie sur l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer.

En ligne avec les tendances de l'EFSA rurale 2012, les mesures du périmètre brachial ont confirmé qu'il y a un problème de malnutrition parmi les femmes de 15 à 49 ans. Au total, **15%** des femmes souffrent d'émaciation, ce qui dénote une situation critique. En particulier, **8.5%** des femmes souffrent d'émaciation sévère et **6.8%** d'émaciation modérée.

Tableau 12: Etat nutritionnel des femmes de 15 à 49 ans dans les ménages interviewés (utilisant le MUAC)

	N	%
MAG (PB<222mm)*	70	15
MAM (214mm≤PB<222mm)*	31	6.8
MAS* (PB<214mm)	39	8.5

Ces chiffres demeurent très élevés au niveau national, avec des piques pour les régions de Obock (29%)[35], Tadjourah (23%) et Dikhil (19%). La région d'Arta a le taux le plus bas de de femmes émaciés (4%), tandis qu'Ali Sabieh a un taux de 10%.

Tableau 13: Etat nutritionnel des femmes de 15 à 49 ans dans les ménages interviewés (utilisant le MUAC) par Région

	TOTAL	MAG		MAM		MAS	
régions	N	N	%	N	%	N	%
ALI SABIEH	58	6	10,34	3	5,17	3	5,17
ARTA	116	5	4,31	2	1,72	3	2,59
DIKHIL	169	32	19,93	16	9,47	16	9,47
OBOCK	17	5	29,41	4	23,53	1	5,88
TADJOURAH	97	22	22,68	6	6,19	16	16,49
Total	457	70	15,31	31	6,78	39	8,53

Les niveaux très élevé d'émaciation parmi les femmes pourrait s'expliquer par le fait que:

- Les ménages ayant consommation alimentaire pauvre à Obock, Tadjourah et Dikhil dépassent 40% ; la consommation de viande à Dikhil et à Tadjourah est très limitée ; la consommation de lait est limitée à Obock. Moyennement, les ménages des cinq provinces ont consommé des fruits pour moins de 0,5 jours dans les sept jours précédant l'évaluation.
- Les carences en macro et micro nutriment, déterminées par une diversification alimentaire limitée et le manque d'accès à des aliments ayant haut valeur nutritionnel ces carences sont accentuées par la grossesse et l'allaitement ;
- Les mères donnent la priorité à l'alimentation des enfants ;
- Une haute charge de travail dans un climat défavorable ;
- A cause de pratiques culturelles et du contexte de crise, les femmes reçoivent la portion la plus petite de la nourriture du ménage.

[35] Seulement 17 femmes ont ete mesurees ce qui reduit la representativite du taux.

7. Conclusions et recommandations

7.1 Conclusions

- 21 947 personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire sévère (18%), tandis que 59 769 sont en insécurité alimentaire modérée (49%) et 35 358 sont en insécurité alimentaire légère (29).Seulement 4% des ménages (4 877 personnes) sont en sécurité alimentaire.

- 15% des femmes en âge de procréer (15-49 ans) souffrent d'émaciation ce qui dénote une situation sérieuse de malnutrition dans cette catégorie de la population. La situation est aussi très alarmante pour les enfants entre 6 et 59 mois avec un taux de malnutrition aiguë global de 17.9% et 4,1% d'enfants affectés par malnutrition aiguë sévère. La malnutrition chronique pour enfants entre 6 et 59 mois est de 35,2%.

- Les ménages ont un nombre très limité de sources de revenu. 95,5% d'entre eux maximum comptent sur un maximum de deux sources de revenus et 53,9% des ménages vivent grâce à une seule source ; ce pourcentage monte à 62,1% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère. Au niveau global, 40% des ménages en zone rurale à Djibouti dépendent principalement d'une source de revenus qui n'est pas stables, ni durables (aide/dons, vente de charbon, travail journalier, mendicité).

- En général, le niveau de dépenses des ménages est très bas avec une moyenne de 91.9 francs (0,51 dollar) par personne et par jour. 69% du budget des ménages est consacrée à l'alimentation. Par rapport à 2012, la proportion de la population destinant plus que 75% à l'alimentation a augmenté de 13,1%, en passant de 36,2% à 49,3 des ménages. Au meme temps, la population destinant moins de 50% à l'alimentation a diminué de 20,4% et aujourd'hui représente juste 10,5% des ménages.

- Pendant la semaine précédant l'enquête, 81.8% des ménages ont eu des moments où ils n'ont pas eu assez d'argent pour acheter de la nourriture. Le pourcentage est élevé même parmi les ménages en sécurité alimentaire (55%). Cela peut être aussi dû au fait que l'analyse est conduite pendant la période de soudure lorsque les ressources naturelles et financières commencent à être limitées.

- Seulement 11,7% des ménages vivent grâce à la vente du bétail. Les troupeaux - en moyenne 2.5 unités de bétail tropical (UBT) par ménage - sont loin de pouvoir assurer une relative sécurité alimentaire à ces ménages, alors qu'il faudrait environ 15 UBT par ménage.

- Pour faire face au manque de nourriture et d'argent, les ménages utilisent des stratégies qui mettent en péril leurs moyens d'existence futurs. 23% des ménages ont dû procéder à une vente

anormale de bétail ces 6 derniers mois et 11.3% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs pendant les 30 jours précédant l'enquête.

- Les principaux chocs subis par les ménages dans les douze mois précédant l'enquête sont les suivants: la sécheresse (34.5% des ménages) ; le niveau élevé des prix des denrées alimentaires (24%) ; la mort du bétail principalement liée à la sécheresse (21,4%, +5% par rapport à 2012); la diminution du revenu d'un membre du ménage (6%). Environ 92% des ménages ont indiqué que les chocs ont entraîné une diminution de leurs revenus et pour 92% d'eux cela a causé une diminution de capacité à se procurer de la nourriture.

Une forte causalité avec les efforts fournis d'assister les populations vulnérables

Les dons (aide alimentaire, familiale et communautaire) sont une source indispensable de revenus pour presque un quart des ménages. Sans eux une proportion importante de la population n'aurait aucun moyen de se nourrir et de survivre. C'est aussi une forme de solidarité nationale au sein de la communauté.

Évolution par rapport à 2012

La consommation alimentaire des ménages s'est fortement améliorée. Cette année 39% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable contre seulement 29% l'année dernière. La proportion des ménages avec une consommation pauvre est passée de 53% à 42%.

Le pourcentage des ménages qui dépendent des dons (aide alimentaire, familiale et communautaire) a baissé de 20% en 2012 à 8.8%. De plus, une proportion importante de ménages (21%) a procédé à des ventes ou échange de bétail cette année et dans ce cas, 78,9 d'entre eux ont déclaré que ces ventes étaient inhabituelle et ont procédé a cela pour acheter de la nourriture.

Causes: pauvreté chronique, prix élevés et sécheresse

Les ménages souffrent d'une pauvreté chronique exacerbée par les faibles revenus, le manque d'opportunités de travail, un niveau élevé des prix des produits alimentaires qui n'a jamais diminué après la crise de 2008 et une sécheresse récurrente qui empêche le renouvellement des pâturages et qui a décimé les cheptels.

Profils des ménages en insécurité alimentaire

Les ménages en insécurité alimentaire sévère souffrent d'une insécurité alimentaire chronique et connaissent de sérieuses difficultés pour accéder à la nourriture au cours de l'année, avec des piques d'insécurité entre les mois de mai et septembre. Ce groupe a très peu de source de revenus et dépend largement de l'aide et des dons. Ils ont les caractéristiques suivantes:

- une consommation alimentaire pauvre composée principalement de céréales, d'huile et de sucre.

- 62% d'entre eux n'ont qu'une source de revenus; dans 15% des cas ce sont les dons et l'aide alimentaire.
- Ils vivent aussi de l'élevage mais leurs troupeaux ont été décimés par les effets de la sécheresse. Ils ont le plus petit nombre de chèvres et possèdent très peu de biens.
- Leur pouvoir d'achat est très faible; ils dépensent 99 francs djiboutiens par personne et par jour.
- Au total, 82% de leurs dépenses sont consacrées à l'alimentation.
- Ils n'ont pas accès à suffisamment d'eau. La moitié du groupe à moins de 12 litres d'eau par jour et par personne.
- Les régions ayant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère sont Ali Sabieh (37,3%), Dikhil (22,2%) et Arta (17,2%).

Les ménages en insécurité alimentaire modérée rencontrent des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires tout au long de l'année et particulièrement pendant la période de soudure, quand les opportunités de travail sont moindres. En comparaison avec les ménages en insécurité alimentaire sévère qui ne possèdent presque plus de biens et de bétail, ces ménages disposent encore de quelques ressources. Pourtant, leurs conditions pourraient se détériorer très rapidement surtout alors que la sécheresse et la flambée des prix continuent. Ils ont les caractéristiques suivantes:

- une consommation alimentaire limitée qui consiste principalement en des céréales, de l'huile et du sucre avec une à deux fois par semaine un apport de légumineuses, de légumes, de viande et de lait.
- Environ 16% d'entre eux vivent de leur troupeaux (de la vente du bétail et de ses produits dérivés). Ils vivent de la vente de charbon ou de travail temporaire. Certains sont aussi salariés.
- Ils ont un niveau de dépenses faible (118 francs djiboutiens par personne / par jour). C'est sans doute dû au fait qu'ils reçoivent moins d'aide et de dons de la famille et des voisins.
- Ils connaissent un niveau de stress élevé. Environ 12 % d'entre eux (deux fois plus que chez les ménages en insécurité alimentaire Légère) ont été obligés de vendre des femelles.
- Les régions ayant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire modérée sont Obock (60%), Tadjourah (49,8%) et Dikhil (47,9%).

Les ménages en insécurité alimentaire Légère ont les caractéristiques suivantes :

- une consommation alimentaire acceptable qui est similaire à celle des ménages en insécurité alimentaire modérée mais avec un apport substantiel de lait.
- Même si l'élevage n'est pas leur source principale de revenu, ils possèdent un nombre d'animaux équivalent à celui des ménages en insécurité alimentaire modérée. Leur bétail est pour eux une source importante pour leur alimentation dont ils consomment le lait et la viande plus que les autres groupes.
- 48% de ces ménages ont deux sources de revenu. Ils ont par ailleurs plus de chance d'avoir un emploi salarié ou journalier comme source principale de revenus.

- Leur niveau de dépenses est plus élevé que celui des ménages en insécurité modérée, mais ils dépensent relativement moins pour se nourrir (64% contre 72%). Ils dépendent plus de leur propre production et reçoivent plus d'aide.
- Ils ont moins recours aux stratégies de survie que les autres groupes en insécurité alimentaire.
- Les régions ayant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire légère sont Arta (37,4%) et Tadjourah (33,5).

Les ménages en sécurité alimentaire ont les caractéristiques suivantes :

- une consommation alimentaire acceptable qui est similaire à celle des ménages en insécurité alimentaire Légère mais avec un apport encore plus important de lait.
- 34.5% de ces ménages ont deux sources de revenu ce qui leur permet très certainement d'avoir un meilleur statut de sécurité alimentaire. 55,5% d'entre eux comme source de revenu principale un emploi salarié.
- Leur niveau de dépenses est moins élevé que celui des ménages en insécurité modérée, mais ils dépensent relativement moins pour se nourrir.
- Ils ont moins recours aux stratégies de survie que les autres groupes.
- Les régions ayant la plus grande proportion de ménages en sécurité alimentaire sont Tadjourah (7,7%) et Arta (6,1%).

7.2 Recommandations

La plupart des ménages interrogés (88%) avaient reçu une aide alimentaire pendant l'année. Sans cette assistance la situation de sécurité alimentaire de cette population serait alarmante. Cependant l'aide alimentaire ne peut à elle seule assurer leur sécurité. La communauté humanitaire avec le gouvernement doit ainsi donner la priorité à la recherche de solutions à long terme à l'insécurité alimentaire chronique, notamment en se concentrant sur l'accès à l'eau et à la santé (humaine et animale), conditions indispensables pour la survie du bétail et la préservation des moyens d'existence des ménages ruraux.

Il est estimé qu'environ 89 860 personnes en insécurité alimentaire doivent être assistées (maximum).[36] Dans ce sens, aux recommandations de l'année dernière, encore d'actualité, s'ajoutent de nouvelles recommandations.

1. **Encourager le ciblage de l'aide vers les ménages les plus en insécurité alimentaire** dans chaque communauté en fonction de critères de ciblage établis dans cette enquête ainsi que dans les précédentes.

2. **Continuer à fournir une aide alimentaire inconditionnelle** aux ménages en **insécurité alimentaire sévère** pendant au moins les douze prochains mois.

3. **Continuer à fournir une aide alimentaire inconditionnelle pendant la période de soudure** (de mai à septembre) – comme mentionné dans le paragraphe 6 - aux ménages en **insécurité alimentaire modérée** pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs et diminuer le risque de voir les ménages vendre ou perdre leurs biens les plus productifs tels que le bétail, ainsi que mettre en péril leur état nutritionnel.

4. **Continuer à fournir une aide alimentaire conditionnelle** (vivres-contre-travail /vivres-contre-actifs) aux ménages en **insécurité alimentaire modérée** après la période de soudure de 2012 et jusqu'au commencement de la prochaine période de soudure (octobre 2012 -avril 2013) pour augmenter la résilience et réduire la vulnérabilité aux chocs, ainsi que pour encourager la diversité des emplois tout en répondant aux besoins alimentaires à très court terme de ces populations.

5. **Continuer le programme de supplémentation alimentaire** pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes pour réduire les sous-poids chez les nouveaux nés et éviter une détérioration de la situation nutritionnelle.

6. **Mettre en place des campagnes d'information envers les femmes pour encourager l'allaitement maternel** et les pratiques nutritionnelles complémentaires adéquates pour les nourrissons.

[36] Le nombre minimum est de 73 521 personnes, la moyenne de 80 690 personnes.

7. **Améliorer l'accès à l'eau** à travers des projets pour en améliorer la qualité mais aussi augmenter le nombre de sources / points d'eau afin domestiques et productifs.

8. **Apporter une aide aux éleveurs pour maintenir leurs troupeaux en vie** (à travers un soutien en nourriture animale) et protéger la ration alimentaire des ménages ainsi que penser à développer un projet d'assurance.

9. **S'assurer que les activités à long terme du programme national de développement complètent les opérations** en supportant l'éducation, la formation technique des adultes et les interventions liées à la santé et la nutrition.

10. **Encourager l'extension de programmes specifiques ciblant la malnutrition aigue** des enfants de 6 à 59 mois et des femmes en age de procréer dans les regions d'Arta et de Tadjourah, ainsi que la réalisation d'une analyse approfondie des principaux facteurs de malnutrition aigüe et chronique.

11. **Rechercher de solutions à long terme à l'insécurité alimentaire chronique**, notamment en se concentrant sur l'accès à l'eau condition indispensable pour la survie du bétail et la préservation des moyens d'existence des ménages ruraux.

Annexe 1: Algorithme de classification de la sécurité alimentaire

Domaine		Indicateur	Securité Alimentaire (1)	Insecurité Alimentaire Légère (2)	Insecurité Alimentaire Modérée (3)	Insecurité Alimentaire Sévère (4)
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
		Déficit énergétique alimentaire	kcal/p/d ≥ 2100	kcal/p/d < 2100 kcal/p/d ≥ moyenne (MDER, 2100)	kcal/p/d < moyenne (MDER, 2100), kcal/p/d ≥ MDER	kcal/p/d < MDER
		Echelle de la faim des ménages	0	1	2-3	4-6
Capacité d'adaptation	statut du revenu	Pauvreté	aucun		total Dép. ≤ 100% du seuil de pauvreté	total Dép. ≤ 100% du seuil de pauvreté alimentaire
		Part élevée des dépenses alimentaires	< 50%	50% -- 65%	65% -- 75%	≥ 75%
	Actifs	Catégories basée sur les quintiles de l'indice de richesse	1st - 2nd quintile	3rd quintile	4th quintile	5th quintile

résumé des indicateurs		
	Résumé de la consommation alimentaire	Chaque ménage est affecté à un groupe basé sur une moyenne simple des indicateurs de consommation disponibles qui ont été converties en échelles à 4 points.
	Résumé de la capacité d'adaptation	Chaque ménage est affecté à un groupe basé sur la moyenne de revenu et le statut des indicateurs des moyens d'existence
	la classification globale du PAM de l'insécurité alimentaire	Chaque ménage est affecté à un groupe d'insécurité alimentaire basée sur une moyenne simple de la synthèse de la consommation alimentaire et le résumé de la capacité d'adaptation. L'information de l'état nutritionnel est présenté, s'il est disponible, mais n'est pas utilisé dans l'algorithme qui affecte les ménages à des groupes de sécurité alimentaire.

Source: Adapted from Rose, D (2012): Assessing Food Security at WFP: Towards a Unified Approach.

Annexe 2 – Indicateur de consommation alimentaire

Les denrées sont classées par groupes d'aliments et leurs fréquences de consommation respectives sont additionnées pour chacun de ces groupes. Toute valeur de fréquence cumulée supérieure à 7 est ramenée à 7. Chaque groupe d'aliments est attribué une pondération, qui correspond à sa valeur nutritionnelle. Ainsi les haricots, les pois et les arachides en coques reçoivent une pondération de 3, qui correspond à la forte teneur en protéines des haricots et des pois et à la teneur élevée en lipides des arachides en coques? Le sucre est associé à une pondération de 0,5 parce qu'il ne contient aucun micronutriment et qu'il est habituellement consommé en quantité relativement faible.

Poids attribués aux groupes d'aliments

Groupe d'aliments	Poids	Justification
Aliments de base	2	Dense en énergie/habituellement mangés en grandes quantités, contenant moins de protéines et de moindre qualité (Coefficient d'efficacité protéique20moins) que les légumes, micronutriments.
Légumineuses	3	Dense en énergie, grand nombre de protéines mais de moins bonne qualité (Coefficient d'efficacité protéique moins) que celles contenues dans la viande, peu de graisse, micronutriments.
Légumes	1	Energie faible, peu de protéines, pas de graisse, micronutriments
Fruits	1	Energie faible, peu de protéines, pas de graisse, micronutriments
Viande, poisson et œuf	4	Protéines de haute qualité, micronutriments facilement absorbables, dense en énergie, gras. Même consommé en petites quantités, aliments augmentant largement la qualité du régime alimentaire.
Lait	4	Protéines de haute qualité, micronutriments, vitamine A, énergie. Cependant, le lait pourrait être consommé qu'en très faible quantité et devrait alors être considéré comme condiment et par conséquent re-classifié comme tel si besoin.
Sucre	0,5	Plein de calories. Habituellement consommé en petite quantité
Huile	0,5	Dense en énergie pas habituellement pas d'autres micronutriments. Habituellement consommé en petite quantité
Condiments	0	Ces aliments sont pas définition mangé en quantité très faible et ne sont pas considérés comme ayant un impact important sur le régime alimentaire global.

Le score de la consommation alimentaire du ménage est calculé en multipliant la note totale de fréquence de consommation avec la pondération totale de chaque groupe d'aliments, puis en additionnant les résultats obtenus pour l'ensemble des groupes.
Le score maximal d'un ménage est 112 et signifie que les différents groupes d'aliments ont été consommés tous les jours au cours des sept derniers jours. Le score est comparé avec des seuils prédéfinis, afin de déterminer le niveau de la consommation alimentaire du ménage. Le PAM applique les seuils suivants dans diverses situations :

SCA	GROUPE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE
0 à 21	Faible
21,5 à 35	Limite
> 35	Acceptable

Ces seuils peuvent être adaptés si nécessaire. Par exemple, dans certaines populations, la consommation de sucre, d'huile, ou de ces deux aliments, peut être fréquente chez presque tous les ménages interrogés, et ce même lorsque la consommation d'autres groupes d'aliments est rare et que le score de la consommation alimentaire est faible par ailleurs. Dans ce cas, si le régime alimentaire de base composé d'huile et de sucre est combiné à la consommation fréquente (sept jours) de féculents uniquement, le score atteint déjà 21, mais il est évident que cette consommation ne peut pas même être qualifiée de "limite". En conséquence, les seuils ci-dessus devraient passer de 21 à 35 et de 28 à 42, en ajoutant à chacun d'eux les 7 points correspondant à la part de la consommation quotidienne d'huile et de sucre dans le score de la consommation alimentaire.

Lorsque la consommation de sucre et d'huile de l'ensemble de la population est élevée, il convient de remplacer les seuils de score de la consommation alimentaire par les valeurs suivantes :

SCA	GROUPE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE
0 à 28	Faible
28,5 à 42	Limite
> 42	Acceptable

Annexe 3 – Indice des stratégies de survie

L'indice des stratégies de survie est souvent utilisé comme un indice de substitution pour déterminer le niveau de sécurité alimentaire. Il indique la fréquence du recours des ménages à des stratégies standards pour palier à un manque de nourriture ou d'argent pendant la semaine précédant l'enquête. Plus le score est élevé et plus les ménages ont recours à des stratégies de survie. En général, à chaque stratégie est attribuée une pondération en fonction de sa gravité.

Dans le cadre de cette enquête, il a été demandé aux ménages avec quelle fréquence ils avaient eu recours aux stratégies suivantes pendant les sept jours précédant l'enquête:

- l'utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers,

- l'emprunt de vivres ou aide d'amis ou de parents,
- la limitation de la taille des parts pendant les repas,
- la réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants,
- la diminution du nombre de repas par jour,
- achat à crédit ou mendicité,
- migration anormale pour trouver du travail,
- retirer les enfants de l'école,
- envoyer les filles /femmes travailler,
- Passer une journée entière sans manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture
- Vendre des actifs domestiques (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux…)
- Vendre des actifs productifs ou moyens de transport (machine à coudre, brouette, vélo, voiture…)
- Emprunter de l'argent /nourriture à un prêteur officiel/ banque
- Vendre maison ou parcelle de terrain
- Retirer les enfants de l'école
- Pratiquer d'autres activités illégales ou risquées génératrice de revenus
- Envoyer un membre de la famille adulte cherché du travail ailleurs (indépendamment de la migration saisonnière)
- Mendier

L'indice réduit ou simplifié des stratégies de survie est composé de cinq stratégies standards et permet de comparer diverses situations. Il est composé des stratégies suivantes:

- l'utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers,
- l'emprunt de vivres ou aide d'amis ou de parents,
- la limitation de la taille des parts pendant les repas,
- la réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants,
- la diminution du nombre de repas par jour.

L'indice maximum est de 27. C'est la somme de la note pondérée de chacune des cinq stratégies. Note pondérée = fréquence du recours une stratégie × pondération de la stratégie.